

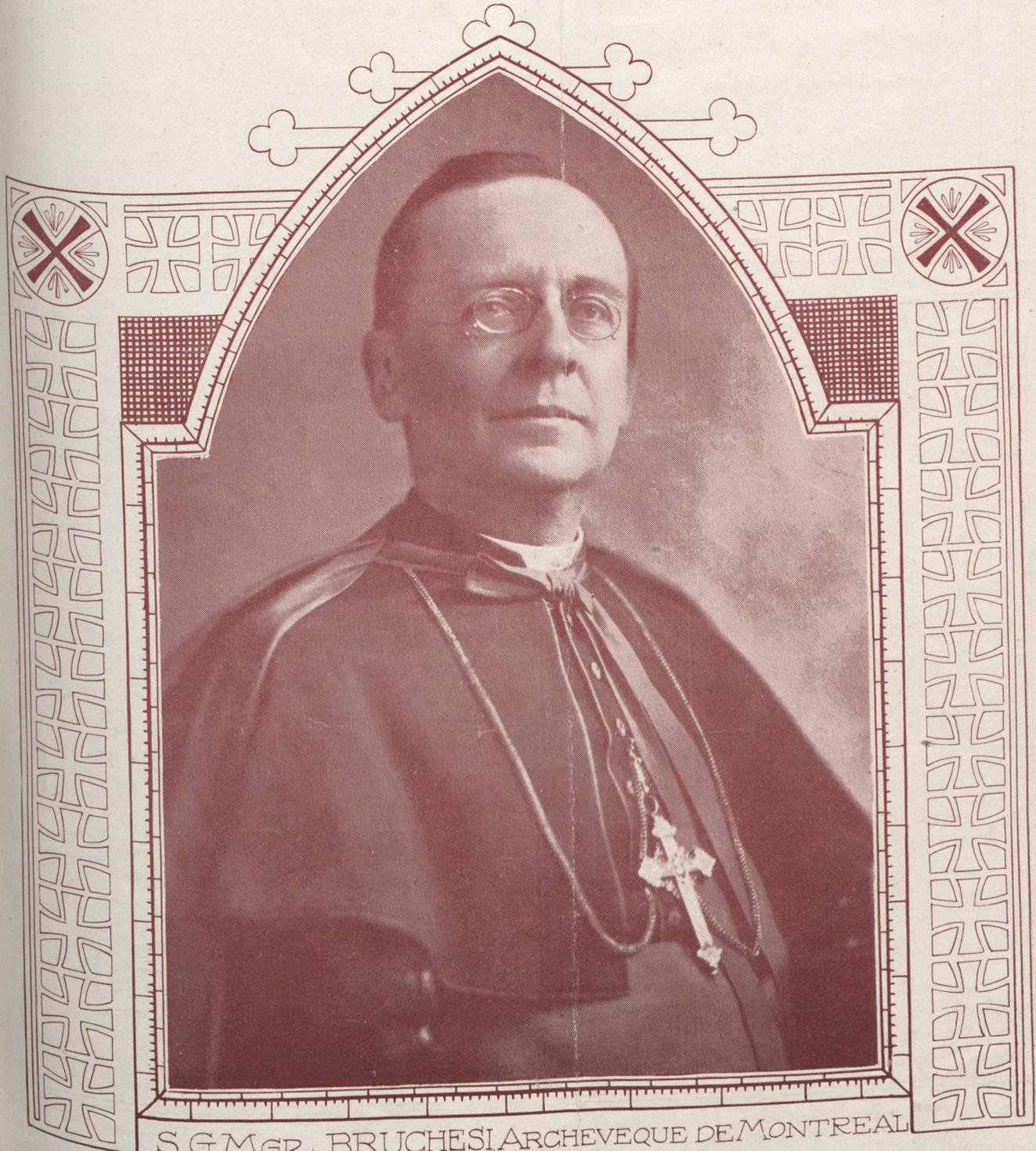
La Vie Canadienne

QUEBEC
3 Octobre 1918

REVUE HEBDOMADAIRE

TOME I
No 13

RELIGION—POLITIQUE—SCIENCES—ARTS



S. G. MGR. BRUCHESI, ARCHEVEQUE DE MONTREAL

LA VIE CANADIENNE

LA VIE CANADIENNE est publiée à Québec et imprimée aux ateliers de la Cie de l'Événement,
30, rue de la Fabrique ; nom de l'éditeur : J.-E. Barnard.

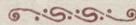
SOMMAIRE

En passant.....	Divers	Bel hommage bien mérité.....	Maurice Barrès
Kérénsky en surveillance.....	P. Ledroit	L'appel de la Terre (Suite).....	Jean Sainte-Foy
Notre état colonial.....	J.-A. Lander	Au calvaire d'Oka.....	l'abbé Elie-J. Auclair
La guerre et les canadiens-français.....		Un homme heureux.....	Jean Lander
.....	Léonce de Grand maison	Le messager.....	Louis Hémon
Lettre de France.....	Eugène Tavernier	Les faits de la semaine.....	Joinville
La semaine liturgique.....	l'abbé J.-A. D'Amours	Une semaine de guerre.....	A. Gobeil

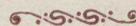
TÉLÉPHONES { LEVIS - - 46
QUÉBEC 6207

Jos. GOSSELIN
LIMITÉE

ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX
— ET INGÉNIEURS —



Construction d'Eglises, de Couvents,
d'Édifices de tous genres



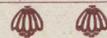
SIEGE SOCIAL : SUCCURSALE:
55, RUE ST-GEORGES, 85, RUE DALHOUSIE,
LEVIS, P. Q. QUÉBEC, P. Q.

NON
RUSTABLE
D & A
CORSET

Ce n'est plus un secret pour personne
que les dames les mieux habillées ont
pris l'habitude de se corseter avec le
"D & A" et, c'est grâce à ce plus par-
fait des corsets qu'elles sont devenues
élégantes même dans leurs toilettes les
plus simples.

—
Demandez-le à votre corsetière.

—
L'air fait beaucoup la chanson,
Le corset fait beaucoup la femme.



La Vie Canadienne

REVUE HEBDOMADAIRE

TOME I

QUEBEC, 3 OCTOBRE 1918

No 13



EN PASSANT



Une bonne leçon à méditer

PEUT-ETRE pour obtenir en Europe ce qu'ils n'avaient pu obtenir ici des européens qui nous ont visités depuis le commencement de la guerre, les zéloteurs du nationalisme de M. Bourassa ont essayé, depuis plusieurs mois, de se faire un peu de capital de l'autre côté de l'Océan. Encore que ces tentatives ne concordent guère avec les principes de ceux qui prétendent bien n'avoir pas de leçon à recevoir des gens d'Europe, seuls des esprits étroits songeraient à faire un crime à nos nationalistes de travailler à se faire voir favorablement en France et à Rome, comme seuls des esprits étroits peuvent reprocher à des européens de nous dire poliment ce qu'ils pensent de nous.

Les nationalistes ont donc bien fait, en autant du moins qu'ils n'ont employé que des procédés honnêtes, de rechercher en Europe des approbations, dont ils sont hommes à tirer bon profit, même au Canada.

Après leurs tentatives multiples mais infructueuses à Rome, ils ont éprouvé le besoin bien naturel de chercher un peu de consolations en rabattant leur diplomatie sur Paris. Une petite note bibliographique parue dans les *Etudes*, une note dans l'*Univers* témoignaient récemment, encore que modestement, du travail fait là bas.

Pour qui connaît le fonctionnement de l'organisation nationaliste de Montréal, il n'est pas non plus surprenant que l'on ait pensé à mettre les *Etudes* à contribution, d'autant plus que les *Etudes* jouissent toujours, à juste titre, de beaucoup de considération, au Canada comme en France.

C'est donc sans surprise aucune que les gens même modérément avertis, qui ont suivi les faits et gestes de la campagne nationaliste depuis six ou huit mois, ont vu annoncer dans le sommaire des *Etudes* du 5 septembre dernier, un article du directeur lui-même de la revue, intitulé : *La guerre et les Canadiens-français.—Le point de vue des nationalistes.*

A première vue aussi, même pour qui ne connaît pas déjà la circonspection et la modération du P. Léonce de Grandmaison, il était bien à prévoir

qu'une étude un peu étendue—vingt pages de la revue—du nationalisme canadien n'en pouvait être ni une approbation, ni une condamnation sans admission de circonstances atténuantes.

Lu attentivement, l'article fort modéré de ton du directeur très distingué des *Etudes* se trouve, en effet, n'être ni une approbation du nationalisme de M. Bourassa, ni une condamnation aussi sévère qu'elle aurait pu l'être. L'article est bienveillant et il n'en pouvait être autrement quand on devine, bien facilement, quelles sources d'informations ont alimenté les recherches de l'auteur. Mais il suffisait aussi de connaître la valeur de celui-ci, pour comprendre que sa bienveillance pour les personnes n'irait pas jusqu'à lui faire approuver ni même excuser ce qu'il y a de foncièrement répréhensible dans les prétentions et les procédés de M. Bourassa. Aussi délicate qu'elle pouvait l'être, c'est bien en effet une condamnation ferme qui est formulée dans cet article, et ceux des nationalistes qui n'ont pas désappris de lire des écrits pondérés en se faussant le goût et l'esprit aux déclamations de leur maître, devront reconnaître qu'ils ont reçu là une leçon qu'ils peuvent méditer longtemps. Quant aux zéloteurs qui s'étaient mis en quête de collecter des hommages à leur chef et à ses œuvres oratoires, ils devront s'avouer discrètement à eux-même que leur nationalisme, décidément, n'est pas, lui non plus, un article d'exportation. C'est un produit qui ne peut être goûté à l'étranger, et qui reste provincial d'usage comme d'origine.

D'ailleurs, suivant une habitude à laquelle nous tenons, nous n'offrirons pas à nos lecteurs une analyse qui pourrait être tendancieuse de ce document, nous en donnerons le texte même. Nos lecteurs y verront facilement que, si la part y est faite très belle aux nationalistes dont l'importance comme nombre, comme qualité et comme influence est considérablement agrandie, dont les erreurs d'idées et de tactiques sont souvent voilées, parfois passées sous silence et même niées, le nationalisme lui-même dans sa doctrine politique et dans son chef, ne reçoit pas un mot de louange ni d'approbation; il reçoit au contraire une condamnation et une réfutation, l'une et l'autre déli-

catement formulées. En deux mots le nationalisme de M. Bourassa (1) nous a, d'après les *Etudes*, éloignés *du sens de la tradition et aussi du sens de l'équité*. Et c'est bien là ce que pensent aussi en bonne majorité les Canadiens-Français.

Nos lecteurs trouveront plus loin l'article du R. P. de Grandmaison, dont nous ne supprimons que les deux premières pages, qui sont une introduction, moins utile pour nos lecteurs, sur le concours, vu d'ensemble, des différentes parties de l'empire britannique dans la guerre, et sur les difficultés variées qui amoindrissent fatalement un peu ce concours.

Nous remettons à la semaine prochaine les observations plus détaillées que nous croyons devoir ajouter à cet important article pour en souligner tout la valeur et aussi pour en compléter quelques données. En attendant, nous remercions pour notre part le directeur des *Etudes* de son magnifique et courageux article sur la grave situation que le nationalisme de M. Bourassa nous a faite dans le conflit mondial actuel.

J. A. L.

1—Nous croyons devoir insister sur cette expression "le nationalisme de M. Bourassa", qui n'est pas de notre invention arbitraire, mais qui répond à la réalité des faits et de la situation présente. Aux débuts, du temps d'Asselin, le nationalisme était surtout une théorie, une doctrine, où l'on pouvait prendre et laisser, que l'on pouvait discuter, modifier, améliorer. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Le nationalisme, pour la totalité ou presque de ses partisans, c'est Bourassa. La personnalité débordante et dominatrice de celui-ci a tout absorbé, théorie et doctrine, discussion et direction, directeurs et délibérations. Au lieu d'une doctrine, quelque chose d'objectif et d'intellectuel, qu'il était d'abord, le nationalisme est devenu l'attachement à un homme, une passion. Et il a tous les caractères de la passion, l'entêtement et l'aveuglement, le refus de discuter, la crainte de voir clair.

Cette transformation ou concrétisation du nationalisme, très naturelle à un mouvement populaire qui obéit plus volontiers à une passion qu'à une théorie, qui suit plus facilement un homme qu'une idée, était d'ailleurs fatale du moment que M. Bourassa prenait la direction du mouvement. Avec ses défauts et ses qualités, M. Bourassa est un homme qui n'admet pas la discussion quand il s'est prononcé, et il se prononce instinctivement le premier. Il faut tout le prendre ou tout le laisser. C'est un intégriste absolu pour ce qui est de sa personne et de son orientation. Son égocentrisme frappe et même blesse tous ceux qui approchent le chef nationaliste.

La pensée allemande

L'ALLEMAGNE a été la plus grande source d'erreurs morales et sociales, depuis son Luther, son Kant, son Fichte, son Hegel, son Schopenhauer et son Nietzsche, sans nommer les autres. Ses politiques comme ses philosophes sont les contempteurs de la morale traditionnelle, civilisatrice.

Malheureusement l'affaiblissement de la foi avec l'affaiblissement collatéral du bon sens, qui a fait répudier la philosophie chrétienne, la philosophie scolastique, ont favorisée la pénétration de la déraison allemande chez beaucoup de peuples qui avaient pourtant plus d'une raison de se mettre en garde contre les pestilences doctrinales de la Germanie.

Si les Allemands sont devenus fous d'orgueil, s'ils se croient des surhommes destinés à régénérer

le monde, ils ont été un peu encouragés dans leur délire, par ceux qui expient aujourd'hui les complaisances trop naïves qu'ils leur ont accordées. L'Angleterre, la France et même l'Italie, pour ne parler plus de la Russie, ont cru, non tout à fait, mais bien trop tout de même, que la pensée libérée et progressive, que la science illimitée, que l'émancipation de l'intelligence étaient dues en bonne partie à la grande Allemagne de Luther, la grande Allemagne, ennemie séculaire de Rome.

Ceux qui admiraient ainsi l'Allemagne toujours trompeuse et perfide, ne la connaissaient pas. Tant qu'elle n'eut pas traduit ses principes en actions, ou plutôt en crimes, on n'en voulut pas comprendre la fausseté et l'immoralité.

Mais la parole du Maître s'est une fois de plus réalisée: *c'est par leurs fruits que vous les connaîtrez*.

A la lueur des faits on voit la portée réelle des principes et l'on comprend que la perversion allemande est d'abord une perversion de l'intelligence suivie logiquement d'une perversion de toute la conduite.

Nous publions parfois quelques échantillons de la pensée allemande. Nos lecteurs pourront ainsi constater que les faits répondent aux idées, et que celles-ci contiennent comme en germe les faits horribles dont l'univers entier est le témoin indigné.

S. D.

DU GENERAL VON BERNHARDI.

Si nous voulons contraindre nos ennemis à la lutte, nous devons commencer une action politique, qui, sans constituer une attaque contre la France, porte si vivement atteinte à ses intérêts et à ceux de l'Angleterre que ces deux pays soient forcés à l'offensive.

Il faut que la presse insiste continuellement sur le rôle et sur la nécessité de la guerre, instrument indispensable de la politique et de la civilisation.

Un politique qui donne des résultats ne va pas sans risques.

Il faut qu'elle ait une conscience claire du but qu'elle poursuit et qu'elle fixe ses yeux sur ce but sans se laisser détourner ni troubler.

Elle s'efforcera de faire tourner à son avantage toutes les modifications de la situation, tous les événements imprévus; mais, avant tout, elle ne reculera pas devant un acte d'audace, si elle voit que la situation générale lui permet d'arriver à ses fins ou d'engager une guerre nécessaire dans des conditions favorables.

Les règles du droit ne sont respectées par une nation que si elles sont avantageuses. Aucun Etat ne peut risquer son existence pour un traité qu'il a signé, si, en violant ce traité, il sauve sa situation mondiale.

KERENSKY EN SURVEILLANCE



Une récente apparition de Kerenski au Congrès ouvrier inter-allié de Londres a ramené sur la première page des journaux le nom de ce roi d'un jour.

Que veut donc dire ce séjour prolongé dans la capitale anglaise de l'ancien premier ministre révolutionnaire de Russie, dont on annonçait, il n'y a pas encore longtemps, le prochain voyage en Amérique?

D'après une correspondance de Londres publiée récemment dans le *NEW YORK TIMES* et dans la *MONTREAL GAZETTE*, le dit Sieur Kerenski, ex-premier, mais toujours socialiste révolutionnaire, ne serait pas, pour les Alliés, un ami des plus sûrs; et la prolongation de son séjour en Angleterre serait un peu forcée, puisque le gouvernement britannique lui aurait refusé un passeport pour l'Amérique, basant son refus sur les motifs suivants :

Kerenski serait d'origine allemande et cacherait son nom prussien sous le nom emprunté de son beau-père; avant la révolution russe, il était pacifiste et, à un Congrès du parti socialiste révolutionnaire tenu en Russie, il se serait déclaré en faveur d'une paix immédiate avec l'Allemagne sans annexions; étant ministre de la justice dans le cabinet révolutionnaire russe, il aurait tué la discipline dans l'armée nationale (en supprimant le salut des soldats à leurs officiers, si nous ne nous trompons); il serait responsable de la mort de centaines de mille hommes des armées alliées, en privant l'Entente d'une victoire attendue, l'année dernière; il aurait organisé une grande réception en faveur de Lenine, de Trotski et de Kamenof, à l'arrivée de ces trois canailles en Russie, bien qu'il sût parfaitement qu'ils étaient envoyés par l'Allemagne pour y propager le bolchévisme; il se tenait en relations intimes avec tous les espions allemands, et spécialement avec le fameux Stamm, leur chef; enfin, d'après une déclaration publique du consul allemand à Madrid,—déclaration qui n'a jamais été démentie,—sous le gouvernement de Kerenski, tous les généraux russes étaient nommés par le grand état-major allemand, et les deux braves généraux cosaques, Kornilof et Kaledines, furent chassés de l'armée par Kerenski lui-même.

Cette dernière affirmation, ou plutôt cette dernière accusation, est corroborée par un correspondant de l'*UNIVERS* de Paris, qui arrive de Russie, M. André Olivier. Le *GAULOIS* et la *CROIX*, en outre, ont mis leurs lecteurs en garde contre les conciliabules suspects tenus entre Kerenski et les pires éléments socialistes, lors du passage de Kerenski à Paris cet été.

Si le quart seulement de ces graves accusations est vrai, on comprend très bien que le gouvernement britannique tienne Kerenski en surveillance à Londres, "en observation", comme disent les médecins en parlant d'un cas douteux.

P. LEDROIT.

DE NOTRE DESTINÉE

NOTRE ÉTAT COLONIAL

DANS notre article précédent nous avons entendu des voix autorisées, aussi bien canadiennes que bien catholiques, nous parler de nos relations avec notre métropole britannique et avec nos compatriotes d'origine autre que la nôtre. Par contre, d'autres voix se sont élevées parmi nous, voix non autorisées mais écoutées tout de même, qui ont prêché ouvertement qu'il parlait relâcher et même rompre le plus tôt possible les liens qui nous unissent à la métropole; qu'il fallait organiser et maintenir la lutte contre nos compatriotes de langue anglaise, même en nous associant aux éléments nouveaux venus dans notre pays. C'est ce que nous conseillaient ceux qui nous ont tant parlé d'abjection coloniale, ceux qui nous disaient que les difficultés scolaires contre notre langue suscitées en quelques provinces, faisaient de nous la nationalité la plus opprimée, que nous n'aurions rien à redouter de plus de la domination allemande.

A l'encontre de ces nouvelles directions qu'on a la prétention de nous imposer avec une certaine fureur belliqueuse, peu scrupuleuse en ses procédés de persuasion, nous croyons qu'il est grandement urgent toujours de résister, ne fut-ce que par une loyale et sérieuse discussion, à ce mouvement de sophismes et de passions, pour alléger les responsabilités de l'heure présente et pour sauvegarder l'avenir déjà trop compromis.

S'il a été possible, sans cesser de passer pour catholique irréprochable, de vilipender l'Angleterre et le gouvernement canadien, il doit être au moins toléré de dire que notre condition de Canadiens-Français catholiques nous paraît demander que nous acceptions loyalement et notre état colonial, et l'autorité de notre métropole et de notre pays. De ce que nous sommes notoirement un groupe national tout catholique, de ce que notre vocation nationale est bien liée aux intérêts de l'Eglise en notre pays, de ce que cette vocation est, pour une part importante, surnaturelle, il semble qu'il s'ensuit pour nous l'obligation plus étroite d'une loyauté absolue envers l'autorité civile du pays et de la métropole, d'une loyauté que ne devrait pouvoir atteindre aucun soupçon fondé.

Que notre état colonial ait été voulu par la Providence, qu'il soit absolument légitime, qu'il nous ait été même avantageux, c'est bien ce qu'ont redit les voix autorisées que nous avons citées et auxquelles nous pourrions en ajouter bien d'autres. Que le même état colonial nous soit encore actuellement profitable, à nous tout particulièrement Canadiens-Français, c'est bien encore ce qu'il est permis de constater et de dire avec plusieurs de nos compatriotes.

* * *

Cette état comporte des devoirs, il exige même, surtout en ces années-ci, des sacrifices sensibles. Personne ne songe à le nier, comme personne ne saurait inventer une condition, un "status" politique, qui ne comporte pas de devoirs ni n'exige de sacrifices. Nos voisins des Etats-Unis sont indépendants depuis plus d'un siècle; ils se croyaient à l'abri des inconvénients de la vie politique européenne, et les voilà, eux aussi, obligés de supporter les lourdes charges de la guerre, de la guerre faite en Europe, de la guerre faite pour l'Europe... et pour l'Amérique. Avec plus de raison et de vérité que nous, ils pouvaient dire: "Nous sommes un peuple d'Amérique, nous pouvons nous suffire à nous-mêmes, nous n'avons pas à faire de sacrifices pour une cause européenne." Ils ont dû cependant, parce qu'ils sont forcément intéressés au sort de l'humanité et que leurs intérêts comme leur honneur étaient engagés dans un conflit originé en Europe, mais de conséquences mondiales, se mêler à la lutte, sans avoir la naïveté ni commettre la bétise d'attendre que l'ennemi vint les attaquer chez eux.

Ainsi et à plus forte raison nous a-t-il fallu accepter nos obligations militaires de pays britannique, ayant avec l'Europe un lien juridique de plus que n'en ont nos voisins des Etats-Unis. D'ailleurs au simple point de vue des obligations et des charges militaires, il n'est pas difficile de constater, pour qui n'ignore pas notre histoire et celle de nos voisins, que ceux-ci ont eu à supporter beaucoup plus que nous les sacrifices de guerres nombreuses et cruelles, depuis l'époque de leur indépendance.

Nous devons donc nous féliciter, comme nous l'avons fait bien des fois en de solennelles circonstances, d'être sujets britanniques. Mais d'être sujets britanniques nous oblige à être loyaux à notre métropole, à notre mère-patrie, à moins de renier nos professions de foi passées, à moins de donner le démenti aux voix les plus autorisées qui aient jamais parlé en notre nom. Car il faut bien tout de même nous en souvenir, nous ne sommes pas sujets britanniques seulement parce que le roi de France a cédé au roi d'Angleterre tous les droits de souveraineté qu'il avait sur les terres et les populations du Canada, nous le sommes aussi par la libre acceptation et même par le libre choix que nos pères ont fait depuis la conquête, et notamment à deux époques remarquables, où ils auraient pu opter pour l'indépendance avec les Etats-Unis.

Cette acceptation et ce choix nous engagent et

nous lient; à moins de professer avec les Allemands que les engagements d'un peuple et d'une nation ne les lient que le temps qu'ils veulent bien.

D'ailleurs, ceux-là même qui ne supportent le lien colonial qu'en le maudissant et en s'efforçant de le relâcher, admettent bien cependant que le temps n'est pas venu de le rompre. Ils reconnaissent ainsi implicitement qu'il faut le conserver encore, et donc le respecter. Et si on leur demandait quelle raison juridique ils invoqueraient le jour où ils croiraient pouvoir le rompre contre le gré de la métropole, ils n'en sauraient trouver de valable.

En attendant, comme citoyens canadiens, il nous faut bien accepter ce qu'accepte le gouvernement de tout le Canada, qui entend bien rester britannique et loyal à la métropole, à la mère-patrie. La situation politique est telle que manquer de loyauté envers l'Angleterre serait en manquer également envers le Canada. Notre qualité de citoyens canadiens nous impose ici le même devoir que notre condition de sujets britanniques.

* * *

Et notre profession de foi catholique nous fait aussi la même obligation. Comme le disait Veillot, que nous citons encore dernièrement, *nous sommes des chrétiens, des hommes éminemment gouvernables, qui ne se soulèvent point contre les pouvoirs, qui ne s'insurgent contre aucune loi supportable, ne se refusent à aucun sacrifice ou de sentiment, ou de repos ou de fortune.*

La loyauté, la soumission, l'obéissance aux pouvoirs établis, même lorsque ceux-ci ne sont pas agréables ni bienveillants, sont une tradition, ou plutôt un devoir bien traditionnellement accompli, chez les catholiques. C'est là une de nos gloires et une de nos forces. Parce que nous sommes éclairés de la foi, nous savons qu'en acceptant les ordres du pouvoir comme venant de Dieu, nous remettons à Dieu de défendre notre juste cause, de la protéger et de la garder. Parce que nous sommes chrétiens, avec une expérience acquise de dix-neuf siècles d'histoire, nous savons que la Providence permet le mal qui est le fait de la liberté de ceux qui commandent à tort comme de ceux qui désobéissent, mais nous savons aussi que même lorsque nous renonçons à poursuivre tout notre droit, notre juste cause n'est pas perdue, puisque le dernier mot appartient encore à la Providence. Parce que nous sommes chrétiens, nous savons que les peuples comme tels ont besoin eux aussi de faire des sacrifices, de souffrir, pour réparer leurs fautes, pour rester fidèles à leur devoir, pour remplir leur mission. Pas plus que les individus, les peuples ne peuvent repousser la loi du sacrifice, et toute l'histoire est là pour nous rappeler cette leçon. Même sur ce terrain, si l'on ne tient pas compte de la Providence, on se condamne à ne comprendre qu'à demi et à ne

trouver parfois que de boîteuses solutions. C'est là un point de doctrine, de haute science politique, magnifiquement traité par le P. Taparelli, quand il nous parle des "maux irrémédiables" de la société, lorsqu'il nous dit que "les desseins du Créateur exigent certaines apparences d'imperfection" dans l'ordre social "afin que l'homme se porte vers la religion qui est la vraie protectrice de l'ordre social". (Droit Nat. V. C. I, art. III. 3)

Ce n'est pas être chrétien que de ne vouloir rien souffrir, que de vouloir se faire justice à soi-même, que de refuser son obéissance loyale à l'autorité, chaque fois que ceux qui l'exercent contredisent nos vues ou nos intérêts particuliers.

Quand on est chrétien, on est moins excusable de manquer de respect, de loyauté, d'obéissance à l'autorité, on donne un plus grand scandale en maquant sur ce point, on attire ainsi contre notre religion oubliée ou mal observée des ressentiments et des mépris, dont la religion souffre en même temps que nous.

* * *

Et c'est ainsi que tout notre intérêt bien entendu, s'accorde avec notre devoir.

C'est notre devoir de sujets britanniques, de citoyens canadiens et de catholiques d'être loyaux envers les diverses organisations, ou les divers degrés de notre gouvernement, puisque nous sommes gouvernés pour ainsi dire par divers degrés de puissance, dont le plus haut est celui du gouvernement de la métropole.

Puisque nos destinées, comme notre organisation politique, sont liées à l'empire britannique, de droit comme de fait, il faut bien en conclure que tout ce qui nuit à l'Angleterre est nuisible au Canada, à chacune de ses provinces, à chacun aussi de ses citoyens. Que l'Angleterre subisse un revers ou une défaite, qu'une révolte éclate sur un point quelconque de l'empire, que les troupes britanniques soient obligées de faire du service pour maintenir l'ordre à l'intérieur, au lieu de repousser l'ennemi du dehors, tout l'empire en souffre et nous en souffrons, comme la partie dans le tout affecté.

En temps de guerre, plus encore qu'en temps de paix et aussi d'une façon plus sensible, il faut que l'union et la concorde existent entre les nations alliées, entre les provinces ou les sections d'une même nation ou d'un même empire, entre les partis qui veulent le bien du pays, entre tous les citoyens dont le devoir comme l'intérêt sont de soutenir l'effort nécessaire du gouvernement, de l'armée, de tout le peuple. L'intérêt et l'existence de chacun sont mis en jeu avec l'intérêt et l'existence de la patrie.

Par les dépenses et les efforts qu'elle a faits pour semer la division, les luttes intestines, politiques ou économiques, à l'intérieur des nations qu'elle voulait écraser, on voit à quel point l'Allemagne estimait ces

divisions avantageuses pour elle-même et dangereuses pour les pays en guerre contre elle. Nous pouvons être sûrs que l'Allemagne a été encouragée par les divisions et les luttes qui ont éclaté chez nous, en Angleterre, en France, en Italie, pendant la guerre. Ces divisions ont augmenté ses forces morales et ont rendu ses coups plus meurtriers contre nous. Comme résultat de ces divisions des soldats de notre cause ont dû mourir en plus grand nombre.

A tel point il est vrai que l'union et la concorde doivent être aussi parfaites que possible chez un peuple obligé de faire la guerre. Et cette union et cette concorde requéraient une inébranlable et indiscutable loyauté de tous les Canadiens comme de tous les Anglais aux institutions et au gouvernement de leurs pays. Les royalistes français qui menaient une lutte vigoureuse et très active contre les hommes et les institutions du gouvernement républicain, avant la guerre, ont donné sur ce point un admirable exemple de discipline patriotique et de sens politique, en mettant de côté toute discussion et toute agitation pouvant affaiblir le gouvernement, pouvant diviser l'effort moral et intellectuel de la France en guerre.

* * *

En plus de nos devoirs comme citoyens, nous avons des devoirs spéciaux résultant de notre position de minorité, minorité différant de la majorité par l'origine, par la langue, par la religion, minorité exposée à être tenue en suspicion et à être accusée facilement de ne pas marcher avec l'ensemble de la nation. Cette condition nous faisait un devoir, dans notre intérêt, de mettre notre loyauté au-dessus de tout soupçon, de la mettre en pleine lumière, par juste et nécessaire souci de notre honneur. Nous savions, du moins nous devions savoir, que nos émules et aussi nos ennemis, car nous en avons, nous attendaient et nous épiaient à ce défilé, que nous avons forcément à traverser avec eux, à leurs côtés.

Nous pouvions, par ailleurs, prévoir et quelques-uns l'ont bien prévu, que toute opposition même parfaitement légale et justifiable en théorie, non seulement serait inutile pour le but dans lequel elle était faite, mais ne pourrait que nous être nuisible en aidant nos adversaires à obtenir l'effort auquel nous nous opposions. Et de fait, non seulement aux dernières élections mais auparavant, l'opposition des Canadiens-Français aux projets du gouvernement, habilement exploitée par nos adversaires, a donné plus de votes au gouvernement dans les provinces anglaises qu'elle ne lui en a fait perdre dans notre province. Il faut bien ajouter aussi que cette opposition, telle que quelques-uns l'ont faite en lui donnant un caractère passionné et même injurieusement anti-anglais et donc anti-allié, semblait faite à souhait pour nous nuire et pour servir nos adversaires. Tant il est vrai de dire que même lorsqu'elle veut réfléchir la passion

ne sait pas prévoir ni calculer. Si certains discours et certaines feuilles eussent été inspirés par des agents provocateurs soldés par les Orangistes, leur attitude, leurs attaques, n'eussent guère différé de ce qu'elles ont été. Quelques-uns d'entre nous, dont nous aurons tous à payer les propos aussi imprudents que faux, ont ainsi semblé oublier complètement, pour le plaisir de déverser leur éloquence bilieuse et d'être applaudis comme virtuoses, que nous n'étions qu'un tiers dans la population du Canada, qu'une infime minorité dans la population de l'empire britannique, et que dans la majorité à laquelle on voulait nous opposer se trouvaient de réels fanatiques, auxquels nous fournissions des arguments pour grouper toute cette majorité contre nous.

Et voyez ce qui arrive de plus grave encore, ce qui devait arriver, ce qui avait été prévu et même annoncé. Cette opposition qui a pris parfois un caractère marqué de déloyauté, cette opposition absolument inutile pour le but qu'elle voulait atteindre, n'a pas seulement attristé nos amis et nos alliés naturels par tout le monde civilisé, elle a fourni des arguments à nos adversaires pour soulever contre nous, contre nous Canadiens-Français, contre nous groupe catholique, une campagne de réprobation presque mondiale, campagne qui nous a indignés par la part de calomnies qu'elle exploitait, mais campagne qui nous a humiliés parce qu'elle trouvait malheureusement de réels arguments dans les paroles et dans la conduite de quelques-uns des nôtres. Voilà ce qu'il aurait fallu voir, avant d'engager une guerre de presse, qui, comme l'autre guerre, devenait illicite du moment qu'elle ne pouvait tourner qu'en désastre, sans nul profit, pour le groupe national que l'on y engageait.

* * *

Il aurait fallu voir aussi que cette guerre verbale, qui ne pouvait finir que par une défaite au point de vue national, allait causer de graves dommages à l'Eglise dont nous faisons partie, dont nous sommes solidaires, mais qui est aussi solidaire avec nous.

Des journaux protestants d'Angleterre et des Etats-Unis n'ont fait que traduire une réflexion qui s'est fait jour de divers côtés, quand ils ont signalé que les groupes où l'opposition à l'Angleterre s'était le plus manifestée dans la guerre, sont deux groupes de population catholique : "l'Irlande et la province de Québec." Et cette opposition, exploitée par un fanatisme dont il faut tenir compte autrement qu'en l'excluant ou même en lui répondant avec indignation, a été imputée jusqu'au Souverain Pontife et, bien entendu, à l'épiscopat de ces pays catholiques.

Ni le Pape ni l'épiscopat ne sont responsables des outrances de nos nationalistes, mais il faut bien aussi reconnaître que ceux-ci ont fait tout leur possible pour enrôler le Pape et les évêques dans leur campagne, aux yeux de ceux qui ne jugent que de loin et

superficiellement. Cela faisait les affaires du parti, et on oubliait de penser au mal que l'on faisait ainsi à l'Eglise. Aujourd'hui, dans tout le Canada, aux Etats-Unis, en Europe, (1) le clergé canadien-français passe pour s'être solidarisé avec un publiciste qui, sujet anglais, a noirci comme à plaisir la conduite de l'Angleterre, et qui a poussé l'audace ou l'inconscience jusqu'à ce point d'inconvenance de nouer et de mêler à ces attaques inconcevables contre l'Angleterre et contre le gouvernement canadien, un essai, faux sur plus d'un point, d'exposition et de justification de la politique pontificale.

De passer pour avoir ainsi le clergé avec lui fait du bien au chef nationaliste et surtout à l'entreprise de son journal dans notre province, mais cela fait beaucoup de mal au bon renom de notre province catholique dans le monde. Cela fait aussi un mal considérable, ici même dans une portion considérable de notre classe dirigeante, qui n'emboîte pas le pas à la campagne nationaliste et qui la trouve désastreuse.

* * *

Les ressentiments, les haines et les mépris qui sont ainsi amassés de tous côtés contre nous, non totalement mais en partie par notre faute, atteignent notre Eglise et notre religion. Au lieu d'avoir été l'honneur et la bonne odeur de celle-ci, par la sage loyauté de notre conduite nationale, nous l'avons compromise aux yeux de ceux qui ne la jugent que du point de vue humain. Au lieu de lui avoir concilié le respect et l'affection, comme les autres groupes catholiques se sont efforcés de le faire en Angleterre, en France, en Belgique et en Italie, pour ne parler que de ces pays, où ils ont été aux premiers rangs, pour l'ardeur du patriotisme et du dévouement à la patrie, nous avons indirectement mais réellement attiré sur notre Eglise des suspicions, des préjugés pour le présent, et des possibilités de persécution pour l'avenir.

Un catholique anglais de notre ville, un converti, disait, il y a quelques mois, à un prêtre ami canadien-français : "Savez-vous que l'attitude de plusieurs de vos compatriotes me met dans une position bien difficile comme catholique vis-à-vis de mes compatriotes protestants, dans ce moment où le patriotisme est de tous cotés et avec raison en effervescence?"

Si un converti, homme sérieux, parle ainsi, que doivent penser et dire ceux qui ne sont pas convertis et qu'il faudrait attirer à l'Eglise, plus encore par notre conduite que par nos paroles, si nous voulons répondre aux vues de la Providence sur nous?

Est-il sage et prudent, pour une question purement politique, pour soutenir un parti purement politique et pour remporter des succès purement négatifs, comme ceux qui nous remportons depuis

quatre ans, d'exposer notre famille nationale et notre Eglise aux ressentiments et aux projets de vindicte que nous avons ainsi aidé à accumuler contre nous?

N'eût-il pas été plus sage et plus profitable de nous montrer les plus loyaux, les plus patriotes et les plus dévoués de tous les Canadiens, de montrer à nos compatriotes anglais que nous ne réclamons pas seulement égalité de droit, mais qui nous acceptons égalité de devoirs? N'eût-il pas été plus sage et plus profitable de prouver par des faits à l'Angleterre et au Canada qu'il est utile à l'une et à l'autre que nous conservions notre langue et notre foi, que notre mentalité française et catholique nous rendaient les plus loyaux et les plus dévoués de tous les Canadiens à la métropole et au pays canadien, au lieu de laisser ou de faire soupçonner le contraire? Comme nous le disait un français des plus attachés à nous: "Vous aviez la plus belle occasion de vous faire la situation la plus enviable et la plus glorieuse, sans consentir plus de sacrifices que vous n'en faites, seulement en réprimant certaines attaques inutiles, en taisant certains ressentiments, en montrant les sentiments qui me paraissent réellement animer spontanément la masse de votre peuple. Quel malheur pour vous, comme français et comme catholiques, qu'on vous ait détournés d'une si belle et si sage attitude."

Oui ! quel malheur ! Et malheur d'autant plus grand qu'on l'aggrave en s'obstinant à ne pas le voir.

* * *

Ces réflexions soulèvent, nous le savons des collègues, avec lesquelles il serait inutile d'essayer de raisonner. Elle soulèvent aussi des objections déjà entendues. A celles-ci nous essayerons de répondre dans un prochain article.

J.-A. LANDER.

PENSÉES

La prière est le langage de l'espérance et la plus tendre expression de l'amour; elle est si naturelle à l'homme, qu'il n'en vient pas aisément à ne plus prier; c'est comme le dernier effort d'un être que l'orgueil concentre en lui-même et qui rompt avec tout ce qui est. Le désespoir ne prie point; aussi l'orgueil, porté à son comble, est-il une sorte de désespoir affreux de l'intelligence, qui aime mieux régner sur le néant, sa possession propre, que de recevoir de Dieu l'être ou la vérité.

LAMENNAIS

* * *

Voulez-vous qu'on croie du bien de vous ? n'en dites pas.

PASCAL.

(1) Une confirmation de cette assertion nous est fournie dans l'article des *Etudes* que nous reproduisons, et aussi dans l'article "Ouvre-mer" du *Soleil* du 1er octobre.



La guerre et les Canadiens français



LE POINT DE VUE DES NATIONALISTES

Voici l'article des Etudes, que nous signalons plus haut. Nous supprimons deux pages sur les difficultés occasionnées, dans le concours de l'Angleterre dans la guerre, par la variété ethnique et politique de l'empire.

LES deux cas les plus critiques sont fournis par l'Irlande et le Canada. Le premier, de beaucoup le plus aigu et le plus grave, exigerait, pour être correctement présenté, une documentation qu'il est actuellement presque impossible de se procurer. Le présent article se bornera donc à exposer brièvement le point de vue, sinon de tous les Canadiens français, au moins du parti qui groupe parmi eux le plus grand nombre d'adhérents.

I

On sait que les Canadiens français restés au pays (car un grand nombre a émigré aux Etats-Unis) forment à peu près les deux septièmes de la population canadienne (2,055,000 sur 7,207,000) et les deux tiers de la population catholique (2,055,000 sur 2,833,000). Ils sont très inégalement répartis dans les onze Provinces ou Territoires dont la fédération forme le *Dominion*. Provinces bien inégales elles-mêmes : deux d'entre elles, l'Ontario et le Québec, groupent presque les deux tiers de la population totale, ne laissant aux neuf autres que 2,680,000 habitants environ.

Les Canadiens français comptent pour plus de trois quarts dans une de ces grandes provinces, le Québec. Ils sont 200,000 dans l'autre, l'Ontario. Ailleurs, ils ne sont qu'une minorité, parfois considérable (plus du quart : 98,000 sur 350,000, dans le Nouveau Brunswick), parfois médiocre (un quarantième environ : moins de 10,000 sur 392,000, dans la Colombie britannique) Quoi qu'il en soit de ces détails de fait, indispensables pour "réaliser" la situation au Canada, il existe, chez nos cousins de la Nouvelle France, un puissant mouvement *nationaliste*, dont les moyens d'action comme les visées politiques se sont, en ces dernières années, prodigieusement accrues : en proportion, pourrait-on dire, de la magnifique natalité canadienne française.

Mouvement nationaliste, c'est-à-dire tendant à obtenir pour la *nation* canadienne française considérée dans son ensemble, des libertés, des pouvoirs, des garanties. Ces libertés portent généralement sur l'enseignement de la langue française : la question des langues est à la fois le plus ancien champ de bataille, et le plus disputé, du nationalisme canadien. Mais on se tromperait beaucoup en réduisant à ces termes les projets et les désirs du parti : il revendique énergi-

quement aussi, pour la nation canadienne française, une autonomie réelle, un droit très large de s'administrer elle-même, de décider par elle-même dans toute question d'ordre international.

C'est ce point de vue national que nous sommes exposés, en France, à perdre de vue. Habités à tendre le principal de nos efforts vers une extension de liberté personnelle ou corporative, en matière religieuse par exemple, ou syndicale; appartenant par ailleurs à un pays profondément et très anciennement unifié, où il n'existe—à travers nos profondes dissensions et divisions politiques, sociales et religieuses—qu'une seule nation, la nation française, nous sommes tentés de mésestimer les efforts *nationaux* des Canadiens français, ou même à ne pas en comprendre la portée. Dans un pays où la liberté individuelle, sous toutes ses formes, règne et s'épanouit, nous serions tentés de dire : "Comment les Canadiens français ne se déclarent-ils pas satisfaits? Ils ont toute indépendance pour vivre, pour commercer, pour s'associer, pour écrire et parler. Ils ont accès à toutes les charges électives ou administratives. Ils ont une part considérable au gouvernement du *Dominion*, une part prépondérante à celui de la province où vivent les quatre-cinquièmes d'entre eux. Que peuvent-ils réclamer encore?"

Ils réclament, avons-nous dit plus haut, avec d'importantes améliorations dans la législation, surtout scolaire, des provinces où ils forment la minorité d'être considérés et traités *en nation*, non en simples citoyens—même libres, même bien traités, même privilégiés—de l'Empire britannique. Cette autonomie de la nation canadienne française implique-t-elle virtuellement une indépendance complète? C'est là une question réservée à l'avenir, à un avenir si lointain que beaucoup, croyons-nous, parmi les nationalistes canadiens, ne jugent pas opportun même de se la poser. Mais, dans le *Dominion* tel qu'il existe, et dans le *Dominion* faisant partie de l'Empire britannique, on peut concevoir fort bien que la nation canadienne française, distincte par son origine, sa langue, sa religion, ses traditions, de la majorité de ceux qui peuplent le *Dominion*, ait voix au chapitre comme nation, quand il s'agit, par exemple, de disposer de ses enfants pour le service obligatoire, pour la guerre ou la paix.

II

Ces tendances vers une autonomie nationale, encore que compatible avec l'Union fédérale canadienne et l'unité de l'Empire, ont trouvé en ces dernières années de puissants champions dans la personne de

MM. Olivar Asselin, H. Bourassa et leurs amis. Le grand journal de Montréal, *le Devoir*, est le principal, mais non le seul organe du parti qui a groupé avant la guerre, non pas sans doute tout le peuple canadien français, mais une grande partie de ce peuple, clergé compris, élite intellectuelle comprise. Encore présentement, en dépit des divisions, des conflits d'opinion auxquels a donné lieu une situation complexe au point d'en devenir tragique, je ne pense pas me tromper en disant que le parti nationaliste reste le plus nombreux et le plus homogène de ceux qui se disputent les catholiques de la Nouvelle-France (1).

Pour les nationalistes canadiens, l'adversaire-né, l'homme ennemi, c'est naturellement l'impérialiste anglo-saxon, et d'abord l'impérialiste canadien. Ce dernier a son rêve aussi, et combien différent ! Rêve d'un monde unifié sous le sceptre britannique, d'un monde parlant anglais, pensant en anglais et à l'anglaise : d'un monde où l'ultime ambition et l'orgueil de chaque homme soit d'être un *british citizen*, un loyal sujet de la Couronne d'Angleterre. Pour en arriver là, l'impérialiste veut mal de mort à toute autonomie régionale, et surtout nationale. Tout ce qui tend à perpétuer, au sein de l'Empire, une race supérieure non assimilée, une langue à la fois classique et dissidente (car les langues "indigènes", comme les races inférieures, sont peu redoutables) présente, en effet, à la réalisation de l'ambition impérialiste, un obstacle manifeste.

L'antagonisme naîtra naturellement du contact de vues aussi divergentes, du choc d'aspirations aussi contradictoires. Antagonisme souvent couvert, car des intérêts communs et des amours communs peuvent le pallier. Au Canada, en particulier, il existe des intérêts de ce genre, et des sentiments aussi : les Canadiens français sont loyaux envers l'Angleterre, reconnaissent hautement ses grandeurs et se libéralité en fait de liberté personnelle. Toutefois, les oppositions signalées plus haut trouveront toujours des occasions de s'affirmer : il en résulte un état, non de lutte ouverte mais d'ardente émulation et de rivalité persévérante. Les adversaires pourront bien s'estimer mutuellement, voire s'aimer ; ils travailleront de bon cœur aux mêmes tâches quand le bien ou le salut du Dominion l'exigera ; sous cette entente loyale, et souvent cordiale, un fonds de querelles subsistera. La question des langues emplo-

yées ou tolérées dans l'enseignement était, nous l'avons dit, avant 1914, le principal champ clos où se mesuraient impérialistes et nationalistes canadiens.

Vint la guerre, avec les options successives et formidables qu'elle impliquait : engagements volontaires, emprunts, restrictions, impôts, conscription et service obligatoire.

Quelle attitude allaient adopter les nationalistes canadiens ? D'une part, le vieil attachement à la France maternelle concourait avec le loyalisme envers l'Angleterre pour les incliner effectivement dans le sens de l'Alliance. Sur le premier de ces sentiments, un Canadien français s'exprimait naguère en termes à la fois si mesurés et si forts, que je ne crois pas possible de mieux dire : "Mon attachement à la France a un long entraînement ; ses racines perceptibles ont bien dix fois mon âge de conscrit de la dixième classe. On ne me verra point, sur ce point d'éternelle essence, changer mes couleurs—aussi longtemps du moins qu'on n'aura pas découvert, pour humilier la patrie de nos aïeux, une nation aussi vieille qu'elle et qui n'aura pas commis de plus grandes fautes, il est inutile de redire les autres raisons, ou profondes ou simplement douces et exquis, sur lesquelles cet attachement s'est établi et se maintient, quand même. Asselin, par exemple, les a fait valoir (1)". Le mot du poète en août 1870 : "On bat maman, j'accours !" fut alors dans le cœur, sinon sur les lèvres, de milliers de Canadiens français. On le voit bien au nombre imposant des engagements volontaires : un des fondateurs du nationalisme, Asselin, s'enrôla.

L'envahissement brutal de la Belgique, nation catholique et, comme telle, chère aux Canadiens français ; les nouvelles qui montraient, derrière le spectre vénérable et décharné qui pour beaucoup symbolisait la France, une France jeune, héroïque, endurante, mûre pour tous les sacrifices, de plein-pied avec les plus coûteux devoirs ; l'entraînement des hauts faits racontés et l'hérédité d'une race antique et guerrière, tout contribuait à faire accepter, sinon acclamer, par les nationalistes canadiens, l'aide matérielle et le concours effectif que réclamaient d'une même voix la France et l'Angleterre.

Cependant une série d'influences en sens contraire allait tendre à contrecarrer, et bientôt à renverser, ce mouvement initial.

C'est ici que je dois réclamer, du lecteur français—ou anglais, ou belge—une attention particulièrement bienveillante. Il nous est difficile, à nous surtout Français, à nous Belges, non pas seulement

1. Parmi les périodiques nouvellement créés, la vaillante petite revue de la Ligue des Droits du Français, *l'Action française* (Maison de la Sauvegarde, 32, Montréal ; 1 piastre—5 francs par an), est manifestement favorable au nationalisme. *La Vie nouvelle* (Montreal, 5 francs par an), se consacrant exclusivement aux questions de doctrine et de piété, n'a pas à prendre position sur le terrain mouvant de la politique. Mais ses sympathies ne semblent pas douteuses. Je suis heureux de saluer au passage, et de signaler aux catholiques français désireux de suivre le mouvement canadien, ces deux périodiques qui me paraissent, chacun dans son genre, fort bien rédigés. Notre collaborateur le R. P. Louis Lalande a donné, en particulier, à *l'Action française*, de brillantes conférences, qui sont des actes : la *Fierté*, la *Revanche des berceaux*.

1.—Ferdinand Roy, professeur à l'Université Laval, *l'Appel aux armes et la Réponse canadienne française*, Québec, 1917, p. 22.—Cet opuscule, comme ceux de M. H. Bourassa, dont le dernier et le plus mûri a pour titre *le Pape arbitre de la paix*, Montreal, 1918, est très utile à ceux qui veulent comprendre le problème canadien actuel.

d'admettre (1) la valeur de ces raisons, mais de les comprendre.

Dans notre pays ouvert, meurtri, ravagé par le fer et le feu depuis près de cinquante mois, écrivant sur une terre qui a bu le sang de centaines de milliers de nos fils, notre espoir et la fleur de notre race; pour des familles dont il n'est presque pas une qui n'ait à pleurer ses morts; dans une ville actuellement bombardée par l'ennemi, et où l'on ne traverse pas une place sans rencontrer des veuves, des blessés, des mutilés, des réfugiés; au milieu de livres, de lettres, de documents irréfutables d'où monte, vaste comme la voix des grandes eaux, le cri de supplication des envahis, le cri de rage des prisonniers, le cri d'appel des héros tombés—il nous est difficile de comprendre comment des hommes de race française, de religion catholique, de sentiment profondément accordé avec le nôtre (en dépit de tous les malentendus et de toutes les erreurs) ont pu modifier leur première attitude.

Il faut, pour nous rendre réelles leurs raisons d'agir ainsi, nous détacher du présent qui nous enserme, de l'angoisse qui, même aux jours de gloire (car nous savons à quel prix cette gloire se paye), nous étreint. Essayons d'atteindre à cette sérénité: trouvons, sous le feu même des canons monstrueux, entre les deuils répétés qui sollicitent nos cœurs, le loisir et le calme intérieur nécessaire pour comprendre un point de vue aussi différent du nôtre. Cela encore est une force: cette intelligence généreuse peut toucher peut-être ceux de nos cousins du Canada que des appels laisseraient, que des conseils risqueraient d'indisposer (2).

Le péril allemand, d'abord, péril matériel et moral qui nous est présent comme est présente à un blessé l'écharde pénétrée dans la chair vive, peut paraître loin loin aux bords du Saint-Laurent.

On n'y rencontre pas ces réfugiés, ces rapatriés: prêtres, paysans, bourgeois, enfants, qui racontent à voix basse, sans larmes et sans éclats de voix, ce qu'ils ont vu: "Notre maison n'existe plus; l'église du village est un tas de moellons informes; nos champs, sur de vastes espaces, avec leur sol retourné, leur terre calcinée, leurs arbres fruitiers délibérément coupés, ne sont plus qu'un pacage désertique semé de débris, d'ossements et d'obus non éclatés. Durant un an, deux ans, trois ans, nous n'avons pas mangé un jour à notre faim. De chez nous, on a

1.—Cela ne nous est pas demandé: l'attitude que j'essaye de décrire est discutable. Tout le but du présent article, que personne ne m'a demandé d'écrire, est d'expliquer, non de légitimer cette attitude.

2.—"Disons-le franchement à nos cousins de France. S'il est quelque chose qui soit plus particulièrement de nature à froiser les Canadiens-français, à créer entre eux et les Français d'Europe de pénibles malentendus, c'est cette prétention à nous dicter notre devoir. Qu'ils veuillent bien se rappeler que nous somme chez nous... Il ne faut pas que des imprudences d'attitude ou de langage risquent de compromettre la cordialité des relations entre Français des deux continents... Il est essentiel qu'on sache bien là-bas que l'opinion canadienne française s'insurgera contre tout ce qui peut paraître, de près ou de loin, affecter le caractère d'une leçon." Omer Héroux, dans *le Devoir* du 27 février 1918.

transporté, *manu militari*, trente, cinquante jeunes filles.

Les revues sans doute, les journaux, toute la littérature de guerre arrive, ou mieux déferle au Canada en vagues successives, mais le ton de violence et l'acrimonie—si excusables, si explicables du moins quand on voit les choses de près et qu'on en souffre—diminuent beaucoup sur l'autre rivage de l'Atlantique l'autorité de plusieurs de ces écrits.

La justice de notre cause, le caractère défensif de la guerre imposée à notre impréparation par l'ambition allemande, l'impossibilité de conclure par une paix blanche, par un accord tel quel, sans risquer avec une reprise prochaine la ruine définitive de la nation française; ces évidences, qui sont pour nous de tous les jours, n'arrivent outre-mer qu'estompées, discutables, platoniques. Un élément perturbateur s'y mêle qui brouille les lignes et fait perdre de vue ce qui est pour nous l'essentiel.

..... (censuré)

Mais fantômes qui ont assez de cohérence apparente pour tromper, ou pour faire hésiter, bien des gens. Au Canada, en effet, comme ailleurs et plus qu'ailleurs, de par l'absolue liberté personnelle qui—c'est la gloire de l'Angleterre—y règne sous ce rapport, de par le ton nécessairement combatif de notre presse religieuse, de par l'habile exploitation de nos fautes par des adversaires sans scrupule, notre législation intolérante, indifférente ou agressive en matière religieuse, nous a prodigieusement nui. Il ne faut que lire au hasard une revue, un journal canadien pour s'en rendre compte. Et comment en serait-il autrement? Religieux proscrits, l'avons-nous assez entendu répéter, la parole de nos frères les catholiques de l'étranger! Après avoir reconnu la beauté de notre sélytisme missionnaire, la vitalité de nos œuvres, le renouveau des sciences religieuses qui peu à peu faisait pénétrer et s'imposer nos livres, nos publications, nos instruments de travail, il fallait en venir au fait brutal: Français, fidèles à notre patrie jusqu'au service et jusqu'au sang, nous étions hors de chez nous, sur les routes de l'exil. Ayant fait vœu de servir Dieu—ces mêmes vœux que, dans maints pays protestants la loi tolère, l'opinion publique respecte, l'intolérance même supporte—il ne nous était pas permis de vivre en commun et de bénéficier du ciel de France. "Pauvre France!" concluait-on. Et nous, trop équitables pour réclamer contre cet arrêt, nous sentions pour tant que cette "pauvre France" avait encore en elle la puissance rayonnante qui, depuis, a étonné le monde, Mais alors, il fallait se taire, et attendre dououreusement l'éveil de la grande Endormie:

Cette dispersion, cet exil des religieux, nulle part plus qu'au Canada on ne les a ressentis; nulle part on ne s'en est plus indigné; comme aussi nulle part l'abstention religieuse systématique de notre gouvernement, son refus persévérant de prononcer, même en temps de guerre, la prière, la parole attendue, n'im-

pressionne plus mal ceux qui croient. Il est aisé, dans ces conditions, de représenter chaque victoire des Alliés comme une force ajoutée au parti pris sectaire, au laïcisme intolérant qui a séparé, en France et ailleurs, de l'Etat, l'Eglise catholique d'abord, et ensuite toute religion positive. Et voilà un nouveau, un grave motif donné aux Canadiens français, de se désintéresser du conflit actuel.

Ajoutez que plusieurs, parmi les publicistes favorables à l'Entente, et même parmi ses hommes politiques les plus écoutés, ont provoqué les inquiétudes ou les justes critiques des Canadiens: ceux-là par leurs exagérations, leurs commentaires enfiévrés jusqu'à la haine, leurs appels à la force brutale; ceux-ci par le caractère de croisade démocratique et de nivellement universel imprimé par eux à la guerre, comme aussi par leur enthousiaste adhésion à la Révolution russe, qui précipitait de son trône un prince, allié loyal de la France et de l'Angleterre.

Telles sont, croyons-nous, les raisons principales qui balancent, dans l'esprit des nationalistes canadiens leurs sentiments les plus profonds; à ces motifs viennent s'en étayer d'autres, dictés par "l'égoïsme sacré" que tout nationalisme justifie quand il s'agit de la patrie. Mais, outre que ces motifs sont secondaires, il faudrait, pour les exposer clairement, une connaissance de la politique intérieure du Canada que nous ne nous flattons pas de posséder (1).

Il y a peut-être mieux à faire.

III

Le point de vue adopté par M. Bourassa et ses amis est ainsi celui d'une préférence nettement donnée à la cause des Alliés, mais tempérée par le sentiment très vif des déficits de leur politique et des contre-coups indésirables que pourrait avoir au Canada notamment, leur victoire exploitée par certains profiteurs. A ces sentiments, la Note adressée par Benoît XV, le 1er août 1917, aux Puissances belligérantes, est venue donner un appoint considérable. La parole du pape devait trouver, et a trouvé un écho profond dans le cœur, si loyal à l'Eglise, des Canadiens français. M. Bourassa a commenté cette parole dans une série d'articles présentement réunis en brochure. Il l'a fait de telle sorte que, dans l'épiscopat canadien, ceux-là même qui—tel Mgr l'Archevêque de Montréal—croient devoir faire leurs réserves sur certains jugements de l'auteur, n'ont que des paroles d'éloge pour le commentaire donné par le chef nationaliste à l'enseignement pontifical (2).

1.—L'essentiel là-dessus a été dit par M. F. Roy dans sa brochure citée plus haut.

2.—"Dans ces nombreux articles consacrés à l'action du Souverain Pontife... vous portez sur certains hommes et certains événements des jugements qui pourraient être discutés; mais dans tout ce que vous avez écrit sur le Souverain Pontife lui-même, il n'y a pas une ligne qui n'ait mon entière approbation." Lettre de Mgr. Paul Bruchési, Montréal, 22 février 1918.

C'est sur un point, sur "le point fondamental" du grave document romain, que nous voudrions retenir quelques instants l'attention du lecteur.

"Tout d'abord, écrit Benoît XV, le point fondamental doit être qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force morale du droit; d'où résulte un juste accord de tous pour la diminution simultanée et réciproque des armements... et pour la substitution aux armées d'une institution d'arbitrage avec une haute fonction pacificatrice.

"Une fois la suprématie du droit ainsi établie, on enlèvera tout obstacle," etc.

Arrêtons-nous là. Demandons aux adversaires les plus déterminés de la prolongation des hostilités, demandons aux avocats les plus persuasifs de la paix—et qui oserait se targuer de l'être plus que le Père commun des fidèles?—si la conduite de l'Allemagne au début de la guerre et depuis, en Belgique, en Pologne, en Russie, en Roumanie, autorise à penser qu'une paix où la force matérielle des armes ne serait pas *contrainte* de reconnaître la force morale du droit, aurait chance d'être la paix "juste et durable" réclamée par le pape? C'est là pourtant une condition préalable et nécessaire. Le Souverain Pontife estime que—quels que soient les maux effroyables de la présente guerre, et Dieu sait s'il les ressent! quel que soit le péril pour l'Europe et le monde entier de la prolongation de la lutte; quelques concessions qu'exige le bien supérieur de la paix—il est un bien premier, fondamental, qu'on doit avant tout mettre en sûreté. *C'est la substitution, à la force matérielle des armes, de la force morale du droit.* Substitution qui, pour avoir une valeur réelle, ne doit pas sans doute être une simple formule protocolaire, un parafe diplomatique qu'on puisse désavouer à la première occasion et traiter en simple *scrap of paper*. Substitution qui doit en conséquence avoir sa garantie dans la reconnaissance et la réparation des injustices certaines, dans la mise aux mains de l'institution d'arbitrage que prévoit Benoît XV, d'une force capable de faire respecter ses arrêts.

Ici même, dans des articles qui ont été très remarquables et vont paraître incessamment en volume (1) un théologien autorisé a exposé d'après l'enseignement des grands scolastiques, Victoria et Suarez en particulier; les principes du droit naturel et chrétien de paix et de guerre. Ces principes, la formule de Benoît XV les rappelle avec une netteté parfaite: aucun opportunisme politique, aucune considération de sentiment ne peut les faire oublier. Force au droit! C'est la parole que répète tout ce qu'il a de meilleur dans l'humanité depuis

le jour où le plus juste a bravé le plus fort.

C'est la parole que la morale chrétienne a accueilli-

1.—Marcel Chossat, *la Guerre et la Paix d'après le droit naturel chrétien*. Paris, Bloud, 1918.

lie, après l'avoir reconnue au reflet divin qu'elle porte sur elle.

Après cela, nous demandons si l'Allemagne, telle qu'elle se montre depuis cinquante ans et surtout depuis cinquante mois; si l'Allemagne casquée, militarisée, conquérante, l'Allemagne réelle est disposée à dire comme il faut, avant l'échec définitif de ses armes: *Force au droit?* Nous demandons si une cessation d'hostilités motivée par l'épuisement temporaire des deux partis, et obtenue par voie de concessions mutuelles, a chance de modifier profondément, de changer un esprit national alimenté par un atavisme ancien, exalté savamment au cours de longues années, secondé par une organisation redoutable, minutieuse, admirable si l'on veut, mais où tout est subordonnée à l'épée, où tout plie devant la divinité qui s'appelle la Force?

Admettons qu'avec le temps un pareil état d'esprit soit susceptible de s'améliorer. Admettons que les éléments plus sains, plus modérés, plus chrétiens, l'emporteront sur la caste arrogante, étroitement guerrière, qui a poussé, maintenu et dominé au cours de cette guerre la nation germanique et les alliés qui gravitent autour d'elle. Admettons que les leçons des Sybel et des Mommsen, des Treitschke, des Bernhardt et des Houston Chamberlain, celles aussi, plus anciennes, de Luther et de Kant, de Hegel et de Nietzsche cesseront d'inspirer aussi exclusivement les maîtres de la jeunesse et de l'opinion allemandes. Admettons-le; espérons-le du moins!

Nous demandons si un pareil changement est vraisemblable, est probable, est possible à bref délai dans l'hypothèse où la Puissance allemande n'aura pas *senti ses limites*, n'aura pas été réduite par la force, non certes à la ruine, mais à demander la paix?

Jusque-là pourtant, il ne saurait y avoir que des arrangements précaires, toujours menacés dans leur existence, soit par la recrudescence d'un militarisme bridé, mais non brisé, soit par l'inévitable conflit des intérêts matériels, commerciaux, coloniaux. Jusque-là l'institution de la Cour d'arbitrage désirée et décrite par Benoît XV—à la tête de laquelle il serait juste et sage de le placer, comme étant l'autorité morale la plus haute, la plus respectée et la plus désintéressée qui existe—cette Cour d'arbitrage se trouvera dans les mêmes conditions à peu près qu'était la Commission permanente de la Conférence de La Haye. Elle possédera une influence appréciable, mais restreinte, finalement à la merci d'une Puissance, ou d'un consortium de Puissances assez fort pour proclamer, comme en 1914, que "nécessité" n'a pas de loi" et faire bon marché des traités les plus solennels. Les précédents impunis de la violation du territoire belge et des règles d'humanité édictées par les précédentes Conférences de La Haye, ne permettent pas d'augurer un meilleur avenir. *Bref, pour qu'il soit bien en-*

tendu que force reste au droit, il est essentiel que, dans ce cas typique et majeur, force soit restée au droit, d'une façon visible et certaine. Une paix de compromis, un accord par concessions mutuelles, arraché non par la vue de la justice à rétablir et de la paix à organiser, mais par la crainte d'un épaissement total et le désir de préparer dans un avenir prochain une décision plus nette, ne saurait remplir à aucun degré les intentions magnanimes du Saint-Père.

Pourquoi le résultat désiré ne saurait-il être envisagé qu'à la suite d'une victoire de l'Entente (1), au degré du moins qui force les Empires centraux à reconnaître qu'ils ne peuvent plus continuer la guerre?

Parce que l'Allemagne a été historiquement dans le conflit, et dès l'origine et dès l'avant-guerre, la Puissance agressive, militariste, fidèle au culte de la Force. L'immense majorité du peuple allemand reconnaît le fait, et en tire gloire. Si les gouvernants ont épilogué au début, s'ils ont cherché contre toute évidence à rejeter sur la France d'abord (violations prétendues de frontière, fable du raid d'avions sur Nuremberg!) ensuite sur la Russie, enfin sur l'Angleterre la responsabilité de l'ouverture des hostilités, il demeure manifesté que ce sont eux qui l'ont voulue. Il est plus clair encore,—et ici, nulle chicane de détail ne vaut—que la cause éloignée, mais certaine, du fléau actuel, a été l'énormité de l'influence allemande sur tous les terrains, jointe à la façon inquiétante et conquérante dont cette influence s'exerçait. Un réseau serré d'institutions financières, commerciales, industrielles, scolaires, bienfaisantes, soutenu et éclairé par un espionnage méthodique, s'étendait peu à peu sur maints pays. Livres allemands, couleurs allemandes, produits chimiques allemands; ingénieurs, commis et professeurs allemands; banques allemandes, écoles allemandes, associations allemandes. Cette organisation savante et réglée, supérieure le plus souvent au stade d'organisation (ou d'inorganisation) intérieure des pays où elle s'étendait, devenait un danger permanent pour ceux-ci. Véritable Etat dans l'Etat, la petite Allemagne campée chez eux menaçait de les dominer, sinon de les absorber, d'autant plus que cette petite Allemagne était soutenue, élargie, magnifiée par l'image lointaine et présente de l'immense Germania. Première armée du monde comme cadres, effectifs entraînés et matériel; seconde marine du monde; encore première intellectualité, première industrie, première librairie, première organisation,—bref, première Culture du monde, ajoutaient les chefs de file,

1.—On ne prétend nullement nier par là que tout impérialisme proprement dit tende à devenir, par les sentiments d'arrogance et d'orgueil national qu'il exalte, un danger pour la paix du monde. Considérés dans l'abstrait, l'impérialisme anglo-saxon ou le panslavisme ne seraient pas moins à redouter que le pangermanisme. Mais dans le cas présent, le second est hors de cause, et quant à l'autre: 1o le fait que les peuples anglo-saxons soutiennent une juste guerre; 2o le fait que deux grandes Puissances aussi séparées d'intérêts, d'idéals et d'habitudes que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique, ont lié leur cause, rendent négligeable le danger d'une mainmise impérialiste et asservissante.

infatigablement secondés par des agents bévêvoles ou gagés.

C'était trop. Très imposant en réalité, plus redoutable encore par les proportions colossales que lui prêtaient ses admirateurs, cet édifice pesait sur le monde. Comme jadis la Puissance française, au temps de Louis XIV ou de Napoléon, mais avec le surcroît que lui donnaient le ton doctoral et péremptoire du nouveau maître, et la variété des moyens mis à sa disposition pour étendre et faire sentir son influence, la Puissance germanique devenait peu à peu le cauchemar des peuples libres. Elles le devenait d'autant plus que des publicistes officieux pouvaient, sans être désavoués, dresser les plans d'un monde "organisé" avec le *Mittleuropa* pour centre et l'intelligence allemande pour flambeau. Les déclarations (et, nous le croyons pour notre part, les intentions) longtemps pacifiques de Guillaume II se faisaient, d'autre part, d'année en année, plus coupantes, plus comminatoires. Aux procédés, trop lents pour les impatientes, de pénétration commerciale, financière, industrielle, maritime, intellectuelle, menaçait de se substituer, à l'endroit des nations assez insolentes pour résister, le geste sommaire, mais décisif du glaive. Aux raisons et chicanes diplomatiques s'apprêtait à succéder la voix formidable du canon, *ultima ratio regum*. Des mises en demeure proprement dites (nous avons eu en France celles de Tanger et d'Agadir) faisaient sentir aux peuples un commencement d'intimidation et comme un avant-goût de servitude. Le parti de la guerre, agressif, pangermaniste, prenait visiblement le pas sur les autres en Allemagne. Ce sont là, peut-être, les suites inévitables d'une puissance trop étendue et trop consciente; c'était, en tout cas, l'infatuation de la force.

Le résultat était à prévoir. A la première coalition opposée à celle dont l'Allemagne est la tête, le nœud et l'épée, sont venus s'adjoindre d'autres peuples, quand il ne fut plus évident à leurs yeux que la Germanie allait, du premier coup, tout briser, tout niveler sous la marche triomphale de ses armées. La première bataille de la Marne commença de dissiper cette illusion, dont les vestiges pèsent encore ça et là sur l'horizon des peuples neutres. Alors, les intérêts vitaux, comprimés d'abord par une crainte bien aisée à concevoir, se firent jour. Nonobstant l'effondrement de la Russie dans l'anarchie où elle se débat, cette réaction ne cessera pas, croyons-nous, de grandir, depuis qu'un dessein providentiel a suscité, aux côtés des nations de l'Entente, l'aide du peuple le plus désintéressé dans le conflit, le plus pacifique de traditions et de goûts, les Etats-Unis d'Amérique.

La cause la plus profonde de la présente guerre étant le caractère militariste, belliqueux, absorbant, imprimé par l'Allemagne à sa compétition (par ailleurs légitime dans une certaine mesure) pour la primauté absolue, pour l'hégémonie mondiale, peut-on dire qu'au cours des hostilités l'esprit de force et de ruse ait fait place, chez les dirigeants des Empires

centraux, à un esprit d'équité et de paix? Peut-on dire que leur volonté de conquête, au moins équivalente, leur volonté d'exploitation des peuples lointains ou proches se soit atténuée, muée en une disposition plus libérale et moins intéressée?—Si l'on considère certaines de leurs déclarations, on pourrait l'espérer (1) En face des faits, nul ne le croira, qui ne voudra pas s'aveugler.

Laissons de côté les façons de conduire la guerre, la campagne sous-marine, les transportations de civils, les travaux forcés infligés aux jeunes filles, l'initiative d'engins comme les gaz asphyxiants et toxiques. Ne retenons que les mesures intéressant l'avenir.

Les faits, c'est d'abord—exemple typique et complet—le régime allemand en Belgique. Là, depuis plus de quarante mois, l'Allemagne domine et gouverne; jamais encore, sauf en un coin de province, son pouvoir de fait n'a été sérieusement ébranlé. Jamais non plus l'iniquité de la violation initiale d'un Etat neutre n'a invité une Puissance conquérante à plus de modération, à plus de réparations. Or, que voyons-nous? Outre que nous attendons encore une déclaration nette et autorisée sur l'indépendance de la Belgique à la fin des hostilités; outre que l'hypothèse d'une mainmise allemande, partielle ou même totale, est défendue, conseillée non seulement par des publicistes, mais par des groupements politiques considérables, que voyons-nous dans le présent?

Nous voyons une exploitation industrielle et humaine terrible, le "matériel humain" étant, comme l'autre, mis en coupe réglée; nous voyons une terreur entretenue par un mélange adroitement dosé de dureté et de moindre rigueur. "C'est le droit de guerre!" dira-t-on peut-être. Voici bien autre chose: un effort persévérant, un essai audacieux est fait pour briser à jamais l'unité du peuple belge. Essai de telle envergure que, s'il réussissait, *il n'y aurait plus de nation belge!* Du coup, ses destinées historiques préformées par une histoire séculaire, développées au prix de tant de sacrifices seraient arrêtées. Cette nation libre pacifique et prospère, fondée sur l'équilibre un peu laborieux, mais fécond, de deux races volontairement unies sous un seul sceptre, cette contrée autonome devenue par voie d'émulation la patrie la plus riche, la plus progressive—ajoutons, puisque nous sommes au Canada, l'une des plus catholiques du monde—la Belgique est menacée, par le travail conscient de la désagrégation germanique, de n'être plus qu'un amas incohérent de provinces rivales, proie facile pour la germanisation complète.

Les faits, ce sont encore les traités imposés par l'Allemagne pendant la guerre: le traité dérisoire de

1.—Encore faut-il observer que ces déclarations, les réponses, en particulier, faites par les Empires centraux à la Note pontificale, restent dans un vague délibérément voulu quant aux questions les plus brûlantes comme celle de Belgique. Les gages positifs demandés par le Saint-Père sont totalement escamotés, alors que ces gages, en Europe du moins, sont presque tous aux mains de l'Allemagne.

Brest-Litovsk, le traité draconien de Bucarest. La volonté de conquête et celle d'exploiter le succès jusqu'aux limites du possible s'y affichent sans retenue.

L'exemple de la Pologne n'est guère moins frappant. Là, et depuis longtemps, la prépondérance appartient aux Empires centraux. L'un de ces Empires, l'Autriche, est le seul des trois bénéficiaires du partage qui ait résolu le problème de doter une province polonaise d'une relative autonomie, de la rendre, sinon libre, au moins prospère et paisible. La Russie, d'autre part, comme élément perturbateur, n'existe plus. Quelle occasion unique offerte à l'Allemagne de mettre en application ses prétentions à libérer les peuples? Quel peuple mérite mieux cette libération que le peuple polonais, si longuement, si injuste asservi?—Eh bien, nonobstant tant de circonstances favorables, imprévisibles, inespérées, le joug allemand pèse si lourd sur la Pologne que la grande majorité du peuple—celui qui habite encore le sol dévasté comme celui de la "Dispersion",—ne consent pas à faire crédit aux détenteurs de la Posnanie. Le passé, le présent leur suggèrent des craintes invincibles, pour ne rien dire de plus et leurs forces indépendantes viennent, en nombre imposant, se ranger aux côtés des troupes de l'Entente.

Ces faits, et les autres qu'il serait aisé d'énumérer: la conduite même des Allemands chez leurs alliés, en Autriche, en Turquie et présentement en Russie, sont-ils de nature à donner confiance dans une paix où la force allemande invaincue traiterait d'égale à égale avec les Forces de l'Entente, nécessairement composites, et plus dispersées? Ne voit-on pas le danger permanent qui en résulterait? Après avoir été si près de l'emporter, deux fois au moins (au début, et après la débâcle russe) sur les nations coalisées contre elle, l'Allemagne ne sera-t-elle pas tentée, après avoir repris haleine, d'effectuer une rentrée dé-

cisive, et de marcher encore un coup, vers l'hégémonie mondiale où elle aspire? Les Empires qui ont lié leur sort au sien ne seront pas capables de l'en empêcher, étant par rapport à elle, dans un état de vasselage qu'il est plus aisé de déplorer que de contester.

Peut-on, dans ces conditions, parler encore d'une "paix juste et durable"? Peut-on sérieusement espérer voir "se substituer la force morale du droit à la force matérielle des armes;"? Bref, peut-on se flatter d'atteindre le but assigné à ses efforts persévérants par Benoît XV?

—C'est au lecteur de répondre.

Pour nous, si nous avons essayé de présenter dans sa complexité le point de vue des nationalistes canadiens français (de plusieurs d'entre eux du moins), ç'a été dans l'espoir qu'une entente cordiale avec eux en serait facilitée pour nous: la première condition d'une entente n'est-elle pas de se comprendre? Peut-être quelques-unes des réflexions énoncées ci-dessus aideront-elles, d'autre part, nos cousins de la Nouvelle-France à faire renaître en eux, plus vifs et plus conscients, les sentiments qui les avaient, dès le début, inclinés si généreusement vers notre juste cause. C'était le sens de la tradition; c'est aussi celui de l'équité. Pussions-nous avoir établi par surcroît qu'il est le seul où l'on ait lieu de prévoir, avec quelque sécurité, pour les désirs exprimés par le Saint-Père, une réalisation durable! Seul enfin, osons le dire en terminant, il ouvre aux Allemands clairvoyants qui, en nombre croissant, reconnaissent les dangers matériels et moraux d'un militarisme agressif et d'une ambition démesurée, des perspectives de sagesse chrétienne et de prospérité pacifique.

LÉONCE DE GRANDMAISON.

Les Etudes



LETTRE DE FRANCE

CLEMENCEAU



Il y a quinze jours, j'ai parlé de Malvy, parce qu'il venait d'absorber l'attention de la France, après en avoir trahi les intérêts pendant trois ans. Condamné, flétri, banni, cet homme n'est plus rien; car il n'avait aucune valeur particulière. Même dans le genre le plus odieux, c'était toujours n'importe qui, une espèce d'anonyme quelconque.

Laissons-le; et passons à son adversaire, son vainqueur, M. Clémenceau, qui est tout l'opposé, ayant, lui, la physionomie la plus originale, la personnalité la plus accentuée. On peut même dire que Clémenceau se distingue principalement par la force de la personnalité. Il est surtout lui-même. Il n'a jamais voulu être que lui-même et autant que possible lui

seul. Jadis, pendant assez longtemps, à la Chambre, il avait l'air d'être lié à un parti, à un groupe (dont bien entendu, il était le chef). Il dirigeait un certain nombre de radicaux qui s'appelaient "l'extrême gauche". En réalité, l'extrême gauche c'était lui. Comme programme, il suivait son instinct audacieux qui le portait à batailler contre toutes choses, croyances, institutions, individus. Avec une énergie violente et inflexible, il renversa une multitude de ministères, notamment, il combattit à outrance Gambetta et Jules Ferry.

Voilà de bien vieux souvenirs! Eh! Clémenceau, qui a 77 ans, a commencé de bonne heure sa carrière politique. Et il n'en a guère suivi d'autre; car s'il fit

d'abord des études médicales et s'il passa plusieurs années dans les hôpitaux de Paris, il voulait que la médecine lui servît à prendre pied dans la politique et à jouer son rôle dans la lutte contre les croyances religieuses. Un peu avant la guerre de 1870, il était installé comme médecin dans un des quartiers les plus populeux de Paris, à Montmartre, dont il devint maire après la chute de l'Empire. De là au conseil municipal de Paris, puis à la Chambre, la route ne pouvait être longue surtout pour un marcheur impatient et énergique tel que lui.

Il débutait sur le sol de Paris, mais il n'était nullement parisien d'origine. Il appartient à une vieille famille de la Vendée, de ce pays où la foi religieuse est générale et profonde et sert d'appui aux convictions politiques. Pourtant, là, comme ailleurs il y a des exceptions : la famille Clémenceau en est une, du moins depuis un siècle environ. Quand les Vendéens sont incrédules, il ne le sont pas à moitié. Dans la famille Clémenceau, l'irréligion régnait entière et ardente; aussi, de même que ses frères et ses sœurs, le futur homme d'Etat ne fut point baptisé... Ou bien, il le fut à l'insu des parents, du père surtout. Il paraît que notre ministre actuel, tout jeune enfant, (entre deux et trois ans) faillit être emporté par quelque maladie. Prévoyant qu'il allait mourir, une vieille domestique très chrétienne, aurait pris sur elle de le baptiser, en cachette... Cette histoire s'est racontée là-bas pendant assez longtemps. Est-elle vraie? Peut-être. Probablement, elle a fini par arriver aux oreilles du principal intéressé, qui en aura éprouvé une assez forte mauvaise humeur et qui, bien sûr, aura refusé d'admettre l'histoire en question. Car il aime toujours à se vanter de n'avoir porté le lien ni subi l'empreinte d'aucune règle religieuse. En tout cas, il a été élevé et il a vécu dans la haine de toute croyance, dans un athéisme positif, conscient, passionné; et avec l'intensité de passion qui appartient à une race très vigoureuse et très audacieuse, et à un représentant particulièrement caractérisé de la vigueur et de la fierté de cette race.

Je parle sans embarras et sans détours de l'irréligion de Clémenceau parce qu'elle s'exprime en lui et hors de lui comme une tendance fondamentale, à la fois instinctive et raisonnée, cultivée même. Bref, elle manifeste l'homme tout entier, avec une énergie et une sincérité très rares.

Si emporté qu'il soit, Clémenceau n'est pas du tout de cet déclamateurs qui blasphèment par intérêt, par pose, ou par mode, comme il y en a beaucoup dans le nombre de nos adversaires. Il est animé de l'esprit de révolte. C'est cet esprit de révolte qui le poussa à s'insurger d'abord contre l'autorité divine. Clémenceau réalise chez nous une combinaison bien singulière, celle du vieux titan de la mythologie grecque et de l'athée moderne entiché de science et d'humanitarisme. Dans les livres qu'il a composés pendant les dix ou douze ans qu'il a passés hors des Cham-

bres, notre ministre a chanté les aspirations et les vicissitudes de l'"atôme titanique" et, coup sur coup, avec l'exaltation de l'enthousiasme, invité les humains à tenter de nouveau la "sublime escalade des cieux". Un jour, au cours d'une des nombreuses polémiques qu'il eut avec Jaurès (et dans lesquelles il fut ordinairement le plus fort) il accepta ainsi le reproche qu'on lui adressait de ne pas respecter la discipline républicaine. "Pas plus que le grand Décbu, mon noble père, je n'ai le goût de l'obéissance..."

C'est la règle qu'il a suivie dans sa carrière politique. Il n'a obéi à personne, n'a ménagé personne et a bousculé beaucoup de monde. Habile, intelligent, éloquent, spirituel, il n'aurait peut-être pas cependant réussi à se tirer de tant d'aventures qu'il a surmontées s'il n'avait pas possédé en outre la force et l'audace qui inspirent la crainte. Il s'est fait craindre d'une foule de gens qui le détestaient. Il s'est même relevé de certains échecs où tout autre que lui aurait succombé définitivement. Par exemple, en 1893, les républicains comme les conservateurs le poursuivaient et l'accablaient. Battu, ayant cessé d'être député, il se fit journaliste.

Jusqu'à alors, il avait tâté du journalisme, mais à la façon des directeurs, des gens qui n'écrivent pas. Dans le journal qui lui appartenait, qui ne lui servait qu'à se faire craindre, qui n'avait presque pas de lecteurs et qui coûtait fort cher, il n'écrivait guère, sauf, de temps en temps, une petite note autoritaire ou agressive. A cinquante ans passés, Clémenceau ne savait pas encore par expérience ce que c'est que d'écrire un article. Eh ! bien cet homme qui avait une longue habitude de commander et de s'insurger se transforma tout simplement en écolier. Il demanda des conseils et des leçons. Il corrigea et fit corriger ses articles comme des *devoirs* de classe. Bientôt il montra qu'il possédait un style, et la rédaction de l'article quotidien devint bientôt pour lui une besogne aisée, si ce n'est un jeu.

Est-ce qu'il n'y a pas là un trait vraiment remarquable de la puissance de la volonté?

Cette volonté est si grande en Clémenceau qu'elle va parfois jusqu'à prétendre dominer les principes et les idées.—Car il a le goût et même l'amour des idées. Cet homme d'action a des élans de théoricien idéaliste. Sans avoir cultivé d'une façon suivie (sauf la médecine) aucune branche des sciences supérieures; il possède une assez grande culture générale.—Je disais que la volonté de Clémenceau s'emporte parfois à des excès invraisemblables; mais elle sait aussi faire des aveux et accomplir les actes devant lesquels hésiteraient la plupart de nos adversaires, même ceux qui ne sont pas timides. Clémenceau est capable d'une grande franchise. Ainsi étant ministre, et lorsque venait d'être votée la séparation de l'Eglise et de l'Etat, rupture tant désirée par lui, il reconnut qu'elle avait été faite d'une manière inconsidérée, maladroite. On avait tout prévu, excepté ce que le Pape

venait de décider. A la tribune, Clémenceau proféra cet aveu: "Nous sommes en pleine incohérence."

Ministre, il l'a été trois ans, sur le tard et dans des circonstances qui n'étaient pas celles où un homme comme lui peut utiliser sa valeur. Il lui fallait des circonstances formidables et tragiques... Elles sont venues. Et l'on voit l'utilité d'une volonté si puissante, mise au service du patriotisme.

Patriote, Clémenceau le fut toujours. La claire vue des intérêts de la patrie l'ont uni à nos grands chefs militaires. Son patriotisme est capable de venir à bout de son irrégion. Evidemment Dieu veut que l'amour de la patrie serve à éclairer et à changer les âmes. On aurait envie de dire à M. Clémenceau: — Vous avez bien tort de nier la Providence, puisque vous êtes un homme providentiel.

EUGÈNE TAVERNIER.

LA SEMAINE LITURGIQUE

LES COULEURS LITURGIQUES

A l'origine, l'Eglise ne détermina pas pour ses ornements des couleurs spéciales. Il est en encore ainsi dans l'Eglise orientale. Ce n'est que vers le XI^e siècle qu'émanèrent de l'autorité ecclésiastique certaines prescriptions à ce sujet.

Les couleurs reconnues par la liturgie romaine sont: le blanc, le rouge, le vert, le violet, le noir et le rose. La signification symbolique que ces couleurs reçoivent dans l'Ecriture sainte a déterminé aussi les circonstances dans lesquelles nos rubriques les prescrivent.

Le *blanc* signifie la joie, l'innocence, la gloire angélique, le triomphe des saints, la dignité et la victoire du Rédempteur. Cette couleur est affectée dans l'Eglise romaine aux fêtes de Notre Seigneur Jésus-Christ, comme Noël, l'Epiphanie, Pâques, l'Ascension, la Fête-Dieu, la fête du Sacré-Cœur; aux fêtes de la Sainte Vierge, de la Toussaint, à celles des Pontifes, Docteurs, Confesseurs, Vierges et en général de tous les saints et saintes qui ne furent martyrs.

Le *rouge* symbolise par son éclat le feu, et par sa couleur le sang; il est affecté aux fêtes du Saint-Esprit, de la Croix, de la Passion, des Martyrs, y compris les Apôtres.

Le *vert*, cette teinte du printemps, est le symbole de l'espérance; on l'emploie durant le Temps qui signifie, dans la mystique liturgique, le *pèlerinage vers le ciel*, c'est-à-dire le Temps après l'Epiphanie et la Pentecôte.

Le *violet*, dont les reflets chatoyants et sombres saturent les yeux, était regardé dans l'antiquité com-

me la couleur significative de la royauté, de la puissance, des hautes dignités, de la richesse. L'Eglise a transposé plutôt que renversé ce symbolisme, en l'appliquant à la pénitence, à la prière dans l'affliction, à l'humiliation; n'est-ce pas là, en effet, ce qui vraiment nous enrichit et nous élève? Elle emploie cette couleur durant l'Avent, la Septuagésime, le Carême, ainsi qu'aux Quatre-Temps, Vigiles, Rogations, dans les trois solennelles bénédictions liturgiques de l'année, celle des cierges, des cendres et des rameaux.

Le *noir* symbolise la puissance qui s'élève contre Dieu, l'action de Satan et ses victoires; on l'emploie le Vendredi Saint et dans l'Office des défunts. Cet ange déchu n'est-il pas l'auteur de notre mort? Et n'a-t-il pas fallu celle du Christ pour triompher de la nôtre.

Dans quelques églises, on emploie la couleur rose deux fois l'an: au troisième dimanche de l'Avent, *Gaudete*, et au quatrième du Carême, *Lætare*. L'origine de cet usage liturgique est qu'au dimanche *Lætare* le pape bénissait la *rose* qu'il envoyait à l'un ou à l'autre des princes chrétiens. Cette couleur fut ensuite employée au dimanche *Gaudete* qui offre certaines analogies liturgiques avec celui de *Lætare*.

Telles sont les couleurs des ornements dans l'Eglise romaine; elle n'en admet point d'autres. La sacrée Congrégation des Rites a réprouvé l'usage des ornements à toutes couleurs dans lesquelles on ne peut distinguer la prédominante; elle a défendu de même la couleur jaune ou bleue. On tolère le *drap d'or* qui, selon l'usage suivi à Rome, peut servir pour le blanc, le rouge, vert. Le *drap d'argent* peut servir pour le blanc. Notons que ce n'est point la croix d'une chasuble, ou les bandes d'une tunique qui déterminent leur couleur; c'est le fond de l'ornement.

Remarquons enfin que ce qui a été dit des couleurs liturgiques ne concerne pas seulement les vêtements sacerdotaux, mais tout ornement servant au culte, comme l'*antependium* ou tenture habillant le devant de l'autel, le *canopée* ou voile du tabernacle, etc.

DOM EUGÈNE VANDEUR.

Semaine du 6 Octobre

Dimanche, 6 octobre.—Vingtième dimanche après la Pentecôte. Mémoire de S. Bruno. Solennité du T. S. Rosaire de la B. V. M.

La prière de l'Eglise est inépuisable de variété, tout en revenant fréquemment sur le même fond de pensées qui sont à la base de la vie chrétienne. Aujourd'hui, c'est encore la confession de nos fautes et la justice de ses jugements sur nous que nous exprimons à Dieu dans l'introit de la messe, emprunté au prophète Daniel.

Tout ce que vous avez fait contre nous, Seigneur, vous l'avez fait par un juste jugement, car nous avons péché contre vous, et nous n'avons pas obéi à vos ordres.

Mais donnez gloire à votre Nom en agissant avec nous selon la multitude de vos miséricordes.—Heureux ceux qui restent sans tache dans le chemin, ceux qui marchent dans la loi du Seigneur.

La prière de la collecte continue dans le même ordre d'idée :

Laissez-vous apaiser, Seigneur et, nous vous en supplions, donnez à vos fidèles le pardon et la paix, afin qu'ils soient à la fois purifiés de toute offense et qu'ils vous servent d'un cœur tranquille.

C'est cette tranquillité du cœur, pour mieux servir Dieu, que S. Bruno et ses compagnons avaient cherchée et trouvée dans les montagnes où ils fondèrent l'ordre des Chartreux, au onzième siècle.

Bruno était né à Cologne, il avait étudié à Paris, où il avait pris les degrés de maître et de docteur en philosophie et en théologie, et il était devenu chanoine de Reims. Après avoir été dès son jeune âge un modèle de piété, il résolut avec six compagnons de se retirer dans la solitude et il vint s'ouvrir de son dessein à S. Hugues, évêque de Grenoble. Instruit par une révélation, le saint Evêque seconda leur bon désir et les conduisit lui-même à la montagne de la Chartreuse.

Saint Bruno fonda là son ordre et l'établit dans la plus profonde solitude spirituelle et corporelle. Après plusieurs années de vie érémitique, Bruno fut appelé à Rome par le Pape Urbain II, son ancien disciple, qui voulait s'éclairer de sa science et de sa sagesse et qui le garda plusieurs années près de lui. Saint Bruno gardait cependant toujours le goût de la solitude et lorsqu'on lui offrit l'archevêché de Reggio il le refusa et obtint la permission de se retirer dans un désert de la Calabre. C'est là qu'il acheva sa vie, après avoir été honoré et encouragé par Roger comte de Calabre, dont il fut aussi le protecteur miraculeux.

Et c'est aujourd'hui la solennité du Rosaire, dont la fête est fixée à demain, 7 octobre, depuis la réforme du calendrier opérée par Pie X. La messe et les vêpres chantées sont donc de la solennité du T. S. Rosaire de la B. V. M., dont nous allons parler.

Lundi, 7 octobre.—Fête du T. S. Rosaire de la B. V. M.

Le mot *rosaire*, du latin *rosarium*, signifie un lieu planté de roses. Le rosaire est donc comme une guirlande, une couronne de roses, tressée en l'honneur de la sainte Vierge. De fait le mot *chapelet* vient lui-même d'un vieux terme français *chapel*, qui signifie une couronne ou un objet destiné à être posé sur la tête.

C'est saint Dominique qui institua la dévotion du saint Rosaire, au commencement du treizième siècle, pour obtenir la protection spéciale de la très sainte Vierge sur l'Eglise et sur les âmes mises en péril par la redoutable et féroce hérésie des Albigeois. Cette dévotion prit dans la suite une continuelle extension et plusieurs papes la recommandèrent instamment aux

fidèles. Nommons en particulier Sixte IV, Léon X Jules III, S. Pie V et Léon XIII qui établit la grande croisade du rosaire qui s'est continuée depuis, tous les mois d'octobre.

Entendons ici le grand pape nous exposer lui-même sa pensée et son dessein :

“Le siècle où nous vivons a de plus en plus besoin des secours du Ciel, principalement parce que l'Eglise rencontre de toutes parts de nombreux sujets d'affliction, attaquée dans son droit et dans sa liberté; parce que les Etats chrétiens subissent de nombreuses atteintes qui ébranlent dans leur fondement la prospérité et la paix. Or, Nous déclarons de nouveau hautement que, pour obtenir ces secours, Nous mettons dans le Rosaire la plus grande espérance. Plaise à Dieu que, selon Nos vœux, cette sainte pratique de piété soit partout rétablie dans son antique honneur; qu'elle soit aimée et suivie dans les villes et dans les campagnes, dans les familles et dans les ateliers, chez les grands et chez les humbles, comme un signe marquant de la profession de la foi chrétienne et un moyen excellent et assuré d'attirer la clémence divine. Il est de jour en jour plus urgent que tous les chrétiens poursuivent ce résultat, à une époque où la perversité insensée des impies multiplie les machinations et les audaces qui provoquent la colère de Dieu, et attirent sur la patrie le poids de sa juste animadversion. Parmi les autres sujets de douleur, tous les gens de bien déplorent avec nous qu'au sein même des nations catholiques, il se trouve un trop grand nombre de gens qui se réjouissent des outrages de toute sorte faits à la religion, et qui, usant d'une licence incroyable de tout publier, semble mettre leur application à vouer les choses les plus saintes, et la confiance si justifiée en la protection de la sainte Vierge, au mépris et à la dérision de la foule...”

“Nous adressons les exhortations les plus vives aux nations chrétiennes... et Nous désirons que pendant le mois d'octobre les particuliers et les confréries travaillent à l'envi à honorer l'Auguste Mère de Dieu, la Puissance Protectrice de la Société chrétienne, la très glorieuse Reine du Ciel... Que Dieu qui nous a donné dans sa miséricordieuse bonté une telle Médiatrice et qui a voulu que nous recevions tout par Marie, daigne, par son intercession et sa faveur, exaucer nos vœux communs, combler nos espérances.”

La récitation du Rosaire doit être accompagnée de la méditation des quinze mystères rappelant la vie de l'Homme-Dieu et de sa très Sainte Mère. Ces mystères sont gracieusement, et avec une précision admirable, énumérés dans l'hymne des vêpres de cette fête : *Te gestientem gaudiis.*

En voici la traduction :

O Vierge Marie, nous vous chantons dans la douceur des joies, dans les blessures de vos douleurs, dans les splendeurs de votre gloire sans fin.

Nous vous saluons débordante d'allégresse, ô Mère

bienheureuse qui concevez, portez en la Visitation, mettez au monde, offrez, retrouvez votre fils.

Nous vous saluons saturée d'amertume, ô première des martyrs, qui par le cœur endurez l'agonie, la flagellation, les épines, la croix de votre Fils.

Nous vous saluons resplendissante, ô Reine glorieuse, dans les triomphes de votre Fils, dans l'embrasement du Paraclet, dans l'honneur et l'éclat de votre couronne.

Peuples, venez; sur ces mystères cueillez des roses; tressez des couronnes à l'auguste Mère du bel amour.

O Jésus, qui êtes né de la Vierge, gloire à vous, avec le Père et l'Esprit-Saint, dans les siècles éternels.

Amen.

Écoutez aussi et méditez l'oraison de l'office, la collecte de la messe :

O Dieu dont le Fils unique nous a par sa vie, sa mort et sa résurrection mérité les récompenses éternelles, accordez-nous, nous vous vous en supplions, qu'en nous rappelant ces mystères par le très Saint Rosaire de la bienheureuse Vierge Marie, nous imitions les exemples qu'ils nous donnent et que nous obtenions ce qu'ils nous promettent. Par le même Jésus-Christ notre Seigneur.

Mardi, 8 octobre.—Sainte-Brigitte, veuve.

Encore une vie bien extraordinaire que celle de cette sainte Brigitte de Suède, vie en partie mêlée au gouvernement de l'Église, au temps des papes d'Avignon, vie remplie d'épreuves et de merveilles surnaturelles.

Issue de nobles et pieux parents en Suède, Brigitte, dès l'âge de dix ans, eut une révélation si sensible des souffrances de Notre Seigneur dans sa passion qu'elle n'y pouvait penser dans la suite sans fondre en larmes.

Mariée à Nef, prince de Néricie, elle l'amena à une vie pieuse par ses exemples et ses paroles, pour la bonne éducation de leurs enfants. Au retour d'un pèlerinage à S. Jacques de Compostelle, Nef tomba malade à Arras. Saint Denys apparut alors à sainte Brigitte pour lui annoncer à l'avance la guérison de son mari et d'autres événements à venir. Nef se fit moine cistercien et mourut peu après. S. Brigitte fonda alors un monastère sous la règle du saint Sauveur que le Seigneur lui avait dictée. Sa vie fut ensuite une vraie vie d'apostolat, à Rome et jusqu'en Terre Sainte. Elle mourut à Rome en 1373. On va encore en pèlerinage à la chambre qu'elle occupa, avec sa fille sainte Catherine, dans la maison attenante à son église, construite dans la suite, sur la place Farnèse. Son corps fut transporté à son monastère de Suède.

Mercredi, 9 octobre.—Les saints Denys, évêque, et ses compagnons, martyrs.

Une discussion s'est élevée et a donné des solutions variées sur la personne et les écrits de saint Denys, au point de vue historique ou même archéologique. Sans condamner ces discussions et sans attacher aucune note d'infailibilité historique aux récits

ou légendes des saints insérés au bréviaire, l'Église continue de nous faire honorer saint Denys, martyr, évêque de Paris, comme étant le membre de l'aréopage converti par S. Paul. Voici son récit :

« Denys était d'Athènes, et l'un des juges de l'Aréopage. Son instruction était complète en tout genre de science. Encore païen, on raconte que témoin de la miraculeuse éclipse de soleil arrivée le jour où fut crucifié le Seigneur, il s'écria : Ou le Dieu de la nature souffre, ou le système du monde se détruit. Paul étant donc venu à Athènes, et ayant rendu compte de la doctrine qu'il prêchait dans l'Aréopage où on l'avait conduit, Denys et beaucoup d'autres crurent au Christ dont l'Apôtre annonçait la résurrection comme prémices de celle de tous les morts.

Saint Paul le baptisa et lui remit le gouvernement de l'église d'Athènes. Venu plus tard à Rome, il reçut du Pontife Clément la mission d'aller prêcher l'Évangile en Gaule et pénétra jusqu'à Lutèce, ville des Parisiens, en la compagnie du prêtre Rustique et du diacre Eleuthère. Il y convertit beaucoup de monde à la religion chrétienne, en suite de quoi le préfet Fescenius le fit battre de verges avec ses compagnons. Sa constance à prêcher la foi n'en étant nullement ébranlée, ils passèrent ensemble par le supplice du gril ardent et beaucoup d'autres.

Mais comme ils affrontaient avec courage et joie tous ces tourments, Denys, âgé de cent un ans, fut avec les autres frappé de la hache, le sept des ides d'octobre. On rapporte de lui que prenant dans ses mains sa tête tranchée, il la porta l'espace de deux milles. Il a écrit des livres admirables et tout célestes sur les Noms divins, la Hiérarchie céleste, la Hiérarchie ecclésiastique, la Théologie mystique, et quelques autres.

Jeudi, 10 octobre.—Saint François de Borgia.

François de Borgia, duc de Gandie, grand d'Espagne, ami de Charles-Quint, se convertit en constatant la vanité des grandeurs et des biens humains, sur les traits décomposés de l'impératrice Isabelle, qu'il avait dû accompagner au lieu de sa sépulture, à Grenade. Il se donna dès lors à une vie toute de piété sans renoncer aux fonctions de son état, mais à la mort de son épouse, il renonça à la vie du monde et entra dans la Compagnie de Jésus récemment fondée par son compatriote saint Ignace de Loyola. C'est son exemple et ses conseils qui portèrent Charles-Quint à abdiquer la couronne royale et impériale pour s'occuper uniquement de son âme à sauver.

Il fut le troisième supérieur général des Jésuites et contribua à l'extension de la Compagnie en Pologne, au Mexique et au Pérou. Son humilité, son amour de l'oubli et même de l'abjection étaient aussi admirables que ses contemplations fréquentes et prolongées. Il mourut à Rome, en 1572, au retour d'une mission importante en Espagne que lui avait confiée S. Pie V. Ses reliques furent dans la suite transportées à

Madrid, où on les vénère dans l'église de la Compagnie de Jésus.

Voici la belle oraison de la fête de S. François de Borgia :

Seigneur, Jésus-Christ, modèle de l'humilité véritable et sa récompense, nous vous en supplions, afin que, de même que vous avez fait du bienheureux François votre imitateur glorieux dans le mépris des bonheurs de la terre,

vous nous accordiez de partager sa gloire après avoir suivi son exemple.

Vendredi, 11 octobre.—Office ferial.

Samedi, 12 octobre.—Office du samedi, de la T. S. Vierge.

L'ABBÉ J.-A. D'AMOURS



Bel hommage bien mérité



DANS l'Echo de Paris du 29 août, M. Maurice Barrès a fait un bel éloge bien mérité de l'empereur du rôle des Britanniques dans la Guerre. Cet éloge fera plaisir à la totalité des Canadiens de notre race et il n'est pas besoin de dire qu'elle sera agréable à nos compatriotes d'origine anglaise.

Malgré certaine campagne de presse des plus malheureuses, aujourd'hui plus calmée, malgré les échos qui peuvent encore en retentir ici et là, loin des centres mieux informés, il est certain que notre peuple comprend de mieux en mieux, grâce un peu à l'attitude des Etats-Unis, que notre sort est lié à l'Angleterre et que notre devoir est de soutenir son effort, de la manière que le gouvernement anglais et le gouvernement canadien l'ont décidé. Cet effort est grand et comporte de grands sacrifices; mais le rôle de l'Angleterre est à ce prix, et ce rôle est absolument nécessaire, non seulement au maintien de l'Empire britannique et de l'Angleterre, mais il est nécessaire au maintien de la France et de l'Europe civilisée.

Personne chez nous parmi les gens qui voient un peu clair et réfléchissent un peu, ne veut risquer de voir l'Allemagne sortir victorieuse de cette guerre ni même de la voir sortir aussi forte qu'elle y est entrée. L'Allemagne s'est mise au ban des peuples civilisés par sa barbarie insensée, mais trop réfléchie; elle ne peut reprendre sa place dans le monde que par une sincère pénitence. Encore une fois, ce n'est pas une paix quelconque, une paix de pacifiste, que le Pape souhaite et demande pour l'humanité et pour le monde, c'est une paix juste, donc une paix réparatrice. C'est à l'obtention ardue mais sûre de cette paix que travaillent toutes les forces de l'Empire britannique dans lesquelles les nôtres occupent leur place glorieuse et bienfaisante.

Lisons donc avec fierté le bel hommage de Barrès, qui parle comme bien d'autres Français, du rôle glorieux et si vaste des Britanniques :

L'hommage rendu ces jours derniers par le gouvernement français à sir Douglas Haig appelle l'attention sur l'extraordinaire effort de la grande nation qui, d'accord avec les Russes et nous, a fondé l'Entente. A maintes reprises des voix autorisées ont décrit les services émi-

nents que rendait à la cause commune notre fidèle alliée. Je ne sais cependant si, tous, nous discernons les résultats étonnants auxquels est parvenue la ténacité légendaire de la vieille Angleterre.

Lloyd George a exposé, comme il convenait au moment des victoires françaises, le succès permanent de la marine britannique. Elle ne compte pas moins d'un million et demi d'hommes sous ses pavillons. Dès les premiers jours, elle a ôté à l'Empire germanique tout espoir d'obtenir une décision sur mer. Elle a maintenu, pour les Alliés, la liberté des communications maritimes : coulant 150 sous-marins allemands, rendant possible la conquête des vastes possessions coloniales ennemies, préparant la victoire sur le front de France par la sûreté de ravitaillement, l'apport d'un énorme matériel de guerre, la traversée et l'arrivée régulière de la grande armée américaine.

L'aide britannique à la campagne de France et aux expéditions alliées a exigé la levée de huit millions et demi d'hommes, dont 6,250,000 en Grande-Bretagne, 2,250,000 aux Indes et dans les Dominions. Après l'offensive de Flandre, qui décima et épuisa les armées impériales, sir Douglas Haig n'eut, l'hiver dernier, que quelques mois de répit et dut faire face, le 21 mars, à la ruée formidable des masses germaniques, reformées avec près d'un million d'hommes appelés du front oriental. Il fut contraint de reculer, mais non sans infliger encore à l'ennemi des pertes extrêmement graves. C'est là, avec la prompt intervention des troupes françaises, ce qui empêcha la coupure des armées alliées et l'écrasement des Britanniques. En quelques semaines le gouvernement de Londres réussit à faire passer le détroit à 355,000 hommes, afin de reconstituer les divisions, durement éprouvées, du maréchal.

Nos lecteurs savent le magnifique succès de sir Douglas Haig, secondé par le général Rawlinson et par le général Debeney, au 8-10 août: 28,000 prisonniers, 600 canons, un ample matériel, un gain de 30 kilomètres en profondeur, obtenus quasi sans pertes. Cette armée anglaise sera, dans quelques semaines, à l'apogée de sa puissance; car elle recevra en automne les renforts procurés par le récent bill sur l'extension du service militaire. Plusieurs centaines de milliers d'hommes ont été

incorporés, au delà de la Manche, ces derniers mois. Ils proviennent de jeunes classes et des usines: leur vigueur, leur entraînement en feront des combattants d'élite.

Cet immense effort, sur mer et sur le front de France, ne doit point nous faire oublier que l'Angleterre est la puissance du monde qui doit sauvegarder la plus vaste expansion. Elle est l'incessante organisatrice d'expéditions lointaines. C'est elle qui a pris et occupé la majeure partie de l'empire colonial allemand, évalué en 1914, dans la seule Afrique, à 266 millions d'hectares et onze à douze millions d'habitants. Elle entretient un contingent important dans l'armée du général Franchet d'Espèrey aux Balkans. Elle prend part à l'intervention alliée en Sibérie orientale, Enfin c'est elle qui dirige l'action de l'Entente sur les deux autres fronts russes: au Caucase d'une part, et sur le littoral de l'océan Glacial d'autre part.

Elle achevait la conquête de la Palestine et l'occupation des parties les plus intéressantes de la Mésopotamie, quand survint la paix de Brest-Litowsk. L'armée russe, qui soutenait l'aile nord britannique, et qui de là rejoignait la mer Noire par les lisières occidentales de l'Arménie, disparaissait soudain. Le risque était grand. L'Empire ottoman pouvait concentrer toutes ses forces contre le corps expéditionnaire anglais. Et il était à craindre qu'il ne soulevât contre lui, à l'instigation de l'Allemagne, le fanatisme islamique des populations d'Asie. Déjà, en effet, la Perse s'agitait et devenait menaçante. Mais le gouvernement de Constantinople, impatient de participer à la curée slave, dirigea ses troupes sur l'Arménie, la Transcaucasie, puis en Perse sur la province de Tabris.

Très énergiquement les Anglais allèrent au nord, chercher le contact de l'ennemi. Ils pénétrèrent en Perse, afin de limiter la progression ottomane. Et des ports persans de la Caspienne, ils réussirent, ces dernières semaines, à envoyer des détachements à Bakou. On sait que cette métropole du pétrole est le centre des communications par voies ferrées et par la Caspienne, la véritable capitale d'affaires de ce carrefour d'extrême importance, le Caucase, placé entre l'Europe slave et l'Orient.

.....(4 lignes censurées)
véritable citadelle de l'Entente sur ce front lointain qui peut prendre soudain un relief inattendu.

Notre alliée défend là les approches du grand Empire des Indes, de même qu'en Palestine elle défendait celles de l'Egypte et du canal de Suez. Déjà elle a fait de Bagdad un marché actif, et elle pose les jalons de l'une des grandes voies ferrées de l'avenir: Mésopotamie-Perse-Indes. Mais elle y représente surtout là-bas l'Entente.

A l'autre extrémité de l'ancien empire des tsars, sur le littoral de l'Océan Glacial, le premier rôle incombait également à l'Angleterre du fait qu'il s'agissait là de protéger des communications maritimes: les dernières qu'ait l'Europe occidentale avec le monde slave. Nul

n'ignore que la côte mourmane, baignée par le Gulf Stream, offre des ports accessibles aux navires en toute saison, qu'elle est reliée à Pétrograd par une voie ferrée— et qu'à quelque 300 kil. à l'est Arkhangel, sur la mer Blanche (obstrué par les glaces la majeure partie de l'année) est le point de départ d'un autre chemin de fer, véritable voie de pénétration vers la Russie centrale et la Sibérie occidentale. L'Allemagne prétendait atteindre ces régions, par la Finlande, qu'elle domine et opprime à son gré. Si elle y avait réussi, c'était la seule porte ouverte à la Russie sur l'Europe centrale fermée; c'était le monde slave encerclé, sous la férule du Kaiser.

L'Angleterre a fort habilement protégé, par ses navires, secondé par des détachements, les populations de cette côte libre, à tous égards, de la Russie. Elle agit au nom de tous les Alliés, qui possèdent d'ailleurs, à Port Mourmansk et aux autres points importants, des agents, des missions, et même quelques troupes. Les ambassadeurs de l'Entente près du gouvernement de Moscou viennent eux-mêmes, comme on sait, de se fixer à Arkhangel.

Je ne prétends pas exposer la situation précise des Alliés en ces régions lointaines, mais marquer succinctement le rôle essentiel que joue l'Angleterre dans l'intérêt commun, aux confins du monde slave. Malgré la durée et la rigueur des hostilités, le gouvernement de Londres maintient, on le voit, l'ampleur traditionnelle de la politique britannique.

L'Angleterre est représentée sur les champs de bataille de France par une puissante armée, qui prend la part la plus glorieuse au refoulement de l'envahisseur. Mais elle poste, dans le monde entier, aux points stratégiques, des sentinelles vigilantes, qui défendent les grands intérêts de l'Entente.

MAURICE BARRÉS.
 de l'Académie Française.

Après avoir embrassé d'un regard ce magnifique tableau, personne, espérons-le, n'aura le mauvais goût et le mauvais esprit de déprécier ou d'amoindrir, par esprit de coterie ou de mesquine jalousie, un rôle dont nous devons être glorieux et reconnaissants.

S. D.

Le christianisme est étrange. Il ordonne à l'homme de reconnaître qu'il est vil, et même abominable, et lui ordonne de vouloir être semblable à Dieu. Sans un tel contrepoids, cette élévation le rendrait horriblement vain, ou cet abaissement le rendrait terriblement abject.

PASCAL

* * *

Même lorsqu'elles raisonnent, les passions ne prévoient jamais.

LAMENNAIS

L'APPEL DE LA TERRE

Roman de mœurs saguenayennes par Jean Sainte-Foy

(Suite)

IX

Paul Duval et Blanche Davis se revirent souvent. La Montréalaise plaisait au maître d'école. Pour lui, Blanche Davis était une nature d'exception, toute intelligence, toute bonté et beauté, qui avait la qualité rare, chez une femme riche, d'estimer les hommes d'après leur valeur réelle et non d'après leur situation. De son côté, Blanche recherchait, et ne semblait pas s'en cacher, du reste, la présence de l'instituteur. La sympathie que lui avait inspiré Paul, dès la première fois qu'elle le vit, prenait corps et se soudait à elle; et ce sentiment n'allait pas tarder à devenir ce magique et merveilleux diamant que l'on nomme l'amour. La cristallisation s'opérait à chaque tête à tête des deux jeunes gens.

Chaque jour maintenant, tous deux faisaient de longues promenades, soit dans le parc, soit dans la montagne ou encore le long des grèves à l'Anse à l'Eau, partout où la solitude les appelait.

Paul avait appris à pêcher à la jeune fille; elle prenait grand plaisir à ce sport; elle y éprouvait un véritable bonheur. C'était pour elle une tremblante espérance que celle de chercher à tirer de son élément le poisson qu'elle ne voyait pas. Paul lui montra ses lignes, les petites et les grandes, les lignes de fond et les autres, les mouches aux couleurs variées, les différents hameçons. Il lui apprenait comment on met les amorces et les plombs quand on laisse descendre les lignes dans les courants ou au fond; enfin tous les engins qui signifiaient la mort pour le peuple des eaux... Et puis, pour l'âme de la jeune fille éprise de poésie, quel symbole que cette eau qui glisse à ses pieds emportant avec elle l'infini du temps : image de la vie et ce depuis toujours ; et quelle poésie dans les décors d'un théâtre, dans cette surface diamantée au soleil rouge au crépuscule, noire ou blanche ou bleue selon les nuages du ciel; quelle curieuse fascination dans ce miroir des eaux aux secrets enfouis, insoupçonnés à nos yeux... Enfin, l'ivresse, quand le poisson "mord", d'avoir percé le secret et sorti de l'onde son trésor.

Le "trésor" était quelquefois une vilaine "barbotte", souvent même un de ces affreux monstres du Saguenay que l'on appelle "crapauds de mer"; mais rien ne rebutait Blanche quand Paul était assis à côté d'elle et la regardait lancer les lignes.

Le jeune homme, d'autres fois, lui apprenait la terminologie locale et populaire de nos poissons saguenayens. Il disait les mœurs et l'habitable de la "barbotte" et de la "petite morue", la saveur de notre jolie sardine du Saint-Laurent, pauvre petit poisson

des côtes de France égaré dans nos eaux quand nos ancêtres quittèrent pour la plupart les rives laurentiennes; il parlait de nos grandes truites de lacs que les indigènes ont appelé "touradis", de notre saumon d'eau douce, la "ouananiche"; il décrivait l'inesthétique goujon, vorace et paresseux, et il promettait à la jeune fille de lui faire entendre, un soir de pluie, le cri rauque du plus puissant de nos batraciens, le "wawaron". Souvent, à quelques verges seulement de la rive, un marsouin surgissait en soufflant bruyamment; pendant une minute, on voyait son dos blanc et bombé émergeant de l'eau comme la coque d'une petite barque blanche que le vent aurait renversée et qui s'en irait à la dérive au gré de la marée...

Dans la montagne, c'était un autre monde aussi intéressant, que l'instituteur faisait connaître aux yeux émerveillés de Blanche.

Notre langue populaire désigne à sa façon les végétaux qui attirent l'attention par une particularité quelconque. Paul Duval présentait à son amie une plante qui porte haut ses fleurs aplaties : c'est le "tourne-sol" qui tourne, en effet, tout le jour sa large face jaune à l'Astre-Roi. Dans un ravin qu'il a pris pour parler, égaré loin de ses frères, voici le "quatre-saison" avec ses corymbes gigantesques et qui fleurit toute la belle saison... puis, on écrase sans pitié des pieds ces petits fruits rouges qui avaient tant excité l'admiration de M. Davis un jour, dans le parc, le "quatre-temps" qui garde ses fruits au ras du sol jusques sous les neiges.

Paul enseignait qu'il n'est pas jusqu'à la piété la plus tendre qui n'intervienne dans la terminologie des végétaux et il montrait à Blanche cette graminée dont les belles feuilles sont ornées de bandes longitudinales, blanches et vertes, et que l'on appelle, en pays saguenayen, le "ruban de la Vierge". En passant dans un taillis, Paul Duval disait à la jeune fille que le cyprès du Saguenay, contrairement à la légende, n'est pas du tout funèbre; ce cyprès n'est qu'un pin, le pin gris des rochers et il ne recouvre d'aucun voile de tristesses nos forêts du nord. Puis, venait dans le livre d'histoire naturelle de l'instituteur le chapitre des herbes: l'herbe à toutes sortes de choses: "l'herbe à cochon", l'"herbe à puce", l'"herbe à coupures", l'"herbe à faire gratter", l'"herbe à dindes", l'"herbe à ouate", etc. Et la jeune Montréalaise, à ces naïves leçons de choses, riait à gorge déployée. Les "cocotes", ou petits cones du pin et du sapin l'amusaient et elle ne rentrait jamais à la Villa sans en apporter de larges provisions.

Souvent, le soir, quand le vent ne soufflait pas

trop fort, Paul empruntait une légère embarcation et Blanche et lui partaient en croisière dans la baie ou dans l'estuaire du Saguenay. Quelques coups d'aviron et le canot, après trois ou quatre coquets balancements de hanche, était déjà loin du rivage. Comme Blanche alors s'en donnait à cœur joie; elle aurait voulu éterniser ces instants; surtout quand la journée avait été chaude, c'était si bon la brise fraîche de la mer: elle remplissait avec délices ses poumons du "salin vivifiant !"

Un soir, comme ils étaient dans le canot au milieu de la rivière, ils assistèrent au coucher du soleil. L'astre allait dans quelques minutes disparaître derrière un pic de la montagne du côté nord de l'eau et déjà l'on pouvait le regarder presque fixement sans que les yeux se mouillassent. A mesure qu'il tombait, les berges boisées de la rivière, de vertes devenaient d'un violet tendre... C'est la minute silencieuse, les "lata silentia" de Virgile, disait l'instituteur. Le prestige de mystère de cette sorte de pénombre fait taire les êtres et les choses; tout se plonge dans une muette rêverie; l'eau n'ose plus même s'iriser; les feuilles ne frissonnent plus dans les arbres de la rive et l'oiseau étouffe ses trémolos... Tout à coup, le faible croissant qui était encore le soleil s'abîme derrière la montagne. L'eau alors devint subitement blanc d'acier et frissonna; il se produisit un large murmure sur les bords et ce sont toutes les feuilles qui se sont mises à trembler comme effrayées par l'obscurité qui venait: cèdres, bouleaux, sapins et épinettes bruissent; en cinq ou six longues mesures, des pépiements endormis flottent dans l'air qui a fraîchi subitement, comme si l'on passait d'une chambre très tiède au dehors le soir, en automne. Ensemble, l'eau et les arbres produisent ce bruit que l'on entend dans une grosse coquille quand on l'approche très près de son oreille. Sur la crête des pics et sur l'eau de la rivière, en certaines anses, subsiste encore du soleil quelques reflets de fauve splendeur; bien loin, le fleuve est taché de plaques de lumière rose qui s'éteint peu à peu. Et, dans l'Anse à l'Eau, non loin du quai, dormant sur les flots qui miroitent une barque ancrée flanquée de ses avirons, semble un gros oiseau qui s'est endormi là, les ailes repliées. Une odeur pénétrante vient de la terre et suit l'eau et cette senteur porte en elle une griserie exquise qui s'insuffle dans les veines et fait vibrer les nerfs de toute la force de sa volupté. Bientôt, enfin, une clarté monte du ciel et blanchit les berges, coulant partout de menues rayons dans la verdure sombre et sur les flots, et l'on dirait le Saguenay, la baie, le fleuve couverts de vers luisants qui dansent à la lune...

Le canot ne marchait plus qu'au gré du courant et Paul en avait abandonné les rames au fond. Blanche s'était pelotonnée, toute douillette, dans son manteau, et, un peu somnolente, elle avait cessé son babil. Alors elle aurait voulu poser sa tête sur la poitrine du jeune homme, écouter ses paroles, les mains dans les

siennes, s'assoupir peu à peu au léger dodelinement du bateau, fermer ses paupières fatiguées d'avoir regardé trop longtemps le satin des cieux capitoné de clous d'or, et là, s'endormir....

Mais la cristallisation n'était pas encore complète; la glace n'était pas rompue.

Jusqu'alors, en effet, dans toutes leurs longues conversations, les deux jeunes gens n'avaient pas encore osé parler d'amour; pas un seul instant, ils ne s'étaient laissés encore bercer aux rythmes de l'éternelle chanson....

Paul Duval était, au chapitre de l'amour, aussi irrésolu qu'il était dans la recherche de la voie à suivre dans la vie où il était entré en hésitant. Il rêvait de joies futures qui seraient faites de confiance, d'affection et qui dureraient toujours. Alors, en un lointain assez vague, il voyait se dresser en sérénité, le bonheur enfin conquis. Il sentait qu'une nature comme la sienne avait besoin d'amour; sans amour se perdraient sa volonté déjà trop faible et ses désirs robustes de travail. Mais tout à coup, il avait la conception nette de la vanité de son espoir; il se voyait tout d'un coup prédisposé aux engouements passionnels. L'occasion eut pu faire de lui un larron mais jusqu'ici l'occasion lui avait manqué. En ces moments d'affaissements sentimental, il en venait même à douter de son amour pour Jeanne Thérien. Durerait-elle longtemps, cette flamme des belles années?

Quelquefois, son imagination, la seule faculté qu'il eut vraiment cultivée, le laissait complaisamment s'égarer dans des désirs craintifs, troublants et délicieux de joies inattendues, de tristesses sans cause dont il savourait l'enivrement et ressentait la puissance. Alors, il avait des attendrissements subits, des vues optimistes sur le monde des sentiments.

Et à ces moments, il n'existait plus de Jeanne Thérien.

Mais le paysan, le fils de la terre réapparaissait vite et, dans ces accalmies sentimentales, il se laissait aller, avec la même aisance, à l'amour pur et sans heurts des gens simples des campagnes. C'était, en un mot, chez lui, la lutte entre l'amour qu'il rêvait sans tache et le flirt qu'il soupçonnait amusant.

De son côté, Blanche Davis ne rêvait qu'à la vraie vie du cœur et elle sentait que ce cœur de mondaine des villes s'était déjà trop embarrassé dans les pipeaux du flirt. Elle avait lu quelque part que le flirt est un jeu de hasard auquel le cœur se ruine et elle avait le désir honnête de ne pas se rendre jusqu'à la catastrophe. La rencontre de Paul Duval et les premiers instinctifs sentiments de sympathie à son égard lui apparaissaient comme une occasion de se ressaisir. Elle sentait qu'elle allait aimer franchement ce grand jeune homme qui devait être, lui, sincère; il était pauvre, simple, qu'importe l'idylle n'en présentait que plus de charmes. L'histoire du monde n'avait pas de plus brillantes époques pour elle que celles où les reines s'éprenaient de bergers. Aussi,

croyaient-elle bien sérieux, très sincère, ce qu'elle ressentait pour le jeune instituteur. Et ces sentiments étaient-ce seulement de la sympathie? Était-ce de la simple amitié?... Est-ce de l'amour? Son cœur n'était pas encore fixé.

Un autre soir, Paul avait donné rendez-vous à la Montréalaise à l'extrémité du Parc, Il s'y était rendu le premier. En attendant Blanche, il s'était installé sur un banc, les yeux perdus dans les étoiles. Sur le velours sombre du ciel, elles scintillaient vivement et leur éclat opalissait autour d'elles le fond bleu sur lequel elles semblaient cousues comme de brillantes paillettes. Le vent qui s'élevait de la mer, en bas, faisait doucement frissonner les arbres qui étendaient leurs grandes branches au-dessus de lui.

Au loin, il vit trembler sur les flots, la lumière falote du phare de l'Îlet-aux-Morts.

Paul se mit à feuilleter les derniers feuillets de sa jeune vie, surtout le dernier chapitre du roman ébauché. A la douce figure de Jeanne qui lui apparut dans un lointain déjà imprécis, parmi la théorie des souvenirs déjà vieux, succéda la sémillante beauté de Blanche Davis. Il revivait la première rencontre avec celle-ci, puis les autres, les paroles banales, les causeries vagues. Il avait pourtant pris du plaisir à ces conversations; il avait éprouvé de l'émotion à lui entendre dire certaines choses et il sentait maintenant que lorsqu'elle parlait elle emportait avec elle une partie de sa pensée et lui laissait en échange le souvenir très précis de ses gestes, de ses intonations, de ses regards, tout un trésor qu'il découvrait au fond de son cœur comme une pierre précieuse que l'on a enfermée dans un coffret.

Chez Paul Duval, la cristallisation s'opérait.

A l'entour de l'image aimée la tendresse un peu confuse des premiers jours prenait corps.

Les brindilles secs des sapins sur le sol crissèrent sous des pas légers et Blanche parut dans le sentier; elle s'avança vers le jeune homme. La jupe claire se

dégageait des ombres touffues et sa beauté revêtait un aspect irréel, si étrangement émouvant que Paul demeura, un instant, immobile, n'ayant pas une parole pour exprimer son trouble et n'osant se lever tant il avait peur de faire s'évanouir l'apparition extra-terrestre. Enfin, il s'approcha :

"Merci, dit-il, d'être venue... Vous rendez la pénombre plus belle.

Elle pencha un peu la tête vers lui; mais elle n'aurait pu discerner si elle obéissait à la passion ou à l'habitude.

Tamisée par les ramilles, la clarté lunaire se posait sur elle, la dessinait, mettait des réveils sur la moire vivante de la chevelure et enveloppait l'oval pur du visage.

"Je sens, Blanche, que vous m'avez compris, continua l'instituteur, que vous avez deviné pourquoi je vous ai demandé de venir ici par la suavité de cette nuit visionnaire; vous avez compris quel sentiment vous avez fait naître en moi et vous avez bravement accepté de venir... Je crois donc pouvoir espérer que mon amour trouvera dans votre cœur un écho, un faible écho.

Elle répondit faiblement :

"Je suis venue, en effet, avec confiance parce que j'ai senti que vous m'aimez sincèrement et que...

—Et que?

—Je vous aime aussi...

Il y eut un silence,

Sur la pelouse brunie par les aiguillettes séchées des sapins la clarté lunaire se diffusait, traçant sur le sol, la silhouette des arbres; c'était une heure d'apaisement et de délices. Le mystère des âmes se dévoilait sous le mystère enveloppant des hauts feuillages d'où les lueurs stellaires goutelaient ça et là ! Des grappes d'étoiles tremblaient dans la nuit, perdues au fond de l'azur qui blondoyait sous la lune montante.

(à suivre) JEAN SAINTE-FOY.



AU CALVAIRE D'OKA



LE 14 septembre dernier, en la fête de l'Exaltation de la Sainte-Croix, comme tous les ans d'ailleurs de temps immémorial, des centaines et même des milliers de pèlerins se sont donné la joie pieuse de faire l'ascension du calvaire d'Oka. L'on sait qu'il existe, dans la montagne qui domine le pittoresque village où nos Messieurs de Saint-Sulpice ont depuis si longtemps la garde spirituelle des indiens... et des blancs, un chemin de croix tout particulier, qui n'a que sept stations, et dont les scènes représentées ne sont pas toutes celles auxquelles on est habitué. C'est un lieu de pèlerinage fréquenté et

populaire, surtout à cette date du 14 septembre. Tous les ans, on y vient d'un peu partout, des paroisses environnantes, de la grande ville et même de très loin. Cela s'appelle "aller à la fête du calvaire". Nous avons souvenance, qu'on nous pardonne ce détail trop personnel, d'y être allé vers l'âge de 12 ans, il y a quarante ans, avec les gens de Vaudreuil et de Saint-Lazare. Dans ce temps-là, l'éloquent M. Martineau, le célèbre orateur sulpicien, prêchait les stations. Une bienveillance, peut-être trop confiante, de l'actuel curé d'Oka, le bon M. Tranchemontagne, a voulu que nous y retournions, cette année, les prêcher nous-mêmes.

me. Que nos lecteurs accoutumés nous permettent de leur parler sans façon de cet édifiant pèlerinage.

Quand on a commencé de vieillir un peu, et que la vie nous a servi plus d'un désenchantement, on emporte de ce pieux voyage à Oka des souvenirs et des impressions qui font vraiment du bien. Enfant, c'était une jouissance pleine d'imprévu, et comme une griserie, de grimper ainsi dans la montagne et de se mêler à la foule du "grand monde". On y mettait bien, sans doute, quelque piété. Mais les impressions sérieuses étaient plutôt clairsemées. Au détour de la cinquantaine, les sentiments, nous semble-t-il, sont tout autres. On ne descend pas du calvaire d'Oka sans tout un bagage d'utiles réflexions. On a la jambe moins solide d'abord, et l'on songe que la vie se compose, elle aussi, d'une montée et d'une descente, et que hélas ! la montée de la jeunesse est déjà loin... Et puis, quand on a vécu, les choses s'impriment ailleurs que dans les yeux, l'âme est prise plus à fond et pour plus longtemps. Le spectacle est si beau, qu'on aperçoit de là-haut, à quelques centaines de pieds au-dessus du bassin de l'Ottawa et des campagnes qui s'y abreuvent comme pour se rafraîchir, surtout par une journée de ce bon et doux soleil de l'automne naissant qui a tant de charme mélancolique ! On se sent si petit en face de cette grande et riche nature ! Le mot de Massillon nous revient : "Dieu seul est grand, mes frères !" Du reste, il est si vrai, ce mot-là. L'enfant le dit sans toujours le comprendre. L'homme qui a la foi et qui réfléchit le comprend mieux, sans se résoudre parfois à le dire tout haut. Oui, cela fait du bien à l'âme de monter au calvaire d'Oka et d'y méditer quelques instants devant les stations de l'original chemin de croix à sept stations !

Cette année, il avait plu à torrents la veille et l'avant-veille. Les chemins des environs étaient fort mauvais. Le soir du 13, le soleil se montra enfin, et la soirée fut délicieuse, après qu'il se fut couché, ce beau soleil, en irradiant de mille couleurs pourpre et or les derniers nuages qui fuyaient vers l'est. Une visite au vieux cimetière d'Oka, qu'on achève de remettre à neuf avec des allées et des gazons savamment ordonnés, nous permit de mettre nos pensées à l'unisson des émotions qui nous attendaient le lendemain. La matinée du 14 fut encore un peu nuageuse. Mais les gens commencèrent d'arriver quand même, en voitures ou en autos, par les chemins, en chaloupes ou en "yachts", de la rive opposée. Sur les onze heures, le gros bateau qui venait de Lachine pointa vers l'île Cadieux. A midi, nous étions en route pour le chemin de croix de la montagne.

On s'arrête d'abord au pied de la grande croix du coteau de sable. Le prédicateur annonce qu'il va essayer de faire se dégager de nos méditations devant chacune des sept stations la grande leçon de la souffrance chrétienne dont le monde a tant besoin. On passe à la ferme du séminaire, et, sous les bois, c'est bientôt la marche de toute une foule vers la première

station. Cette foule est venue pour prier, c'est évident. A peine quelques curieux, dont l'attitude indifférente fait tache. La première station se fait devant la première chapelle de pierre, qu'orne un tableau de l'Agonie de Notre-Seigneur. Le prédicateur rappelle le souvenir du jardin de Getsémanie et celui des angoisses de Jésus cependant que ses apôtres dormaient et il en tire une leçon de résignation. On chante une strophe du *Stabat*, et l'on continue, en disant le chapelet, vers la deuxième station. Cette fois, le tableau de la chapelle de pierre représente la *Flagellation*. Nouvelle évocation du récit évangélique d'où le prédicateur tire une leçon d'humilité. De même, à la troisième station, devant la scène de l'*Ecce Homo* ou de la présentation de Jésus à la foule, par Pilate, du haut de la galerie du prétoire, il insiste sur la leçon de patience qui se dégage naturellement du silence persistant de Jésus devant la foule qui réclame sa mort. Enfin, à la quatrième station, nous sommes devant la scène de la rencontre de Jésus portant sa croix avec la pieuse femme Véronique. "Pourquoi, se demande le prédicateur, quand on a bâti ces chapelles, il y a cent-quarante ans, a-t-on choisi, pour le tableau de celle-ci cette scène de préférence à d'autres ? "C'est que, explique-t-il, l'on savait quel besoin nous avons tous d'être encouragés au bien pour être fidèles toujours à Jésus souffrant. Véronique est récompensée sur le champ de sa bonne action, quand, héroïquement fidèle, elle s'approche de Jésus dans son chemin de douleur et essaie de le soulager en essuyant sa figure toute abîmée, toute meurtrie et toute sanglante... Sur son voile, l'effigie divine se marque pour les siècles ! Ainsi en est-il, sinon d'une façon sensible toujours, du moins d'une façon mystique mais réelle, pour tous ceux qui compatissent vraiment aux douleurs de Jésus : ils portent à jamais dans leur âme les stigmates du crucifié. Or ce souvenir les préserve et les conserve !

Les quatre stations sous bois sont faites, il reste maintenant celle qui se fait d'un seul coup, comme en plein ciel, là-haut, devant les trois dernières chapelles qui constituent le "calvaire" proprement dit, et que, dans leur robe de pierres blanchies, on aperçoit de si loin, juste au flanc de la montagne. Nous y arrivons enfin, non sans quelques efforts, car nous marchons depuis deux heures. C'est pour les yeux, une minute ravissante. On dirait qu'au loin le monde est à nos pieds. Le soleil, qui vient de quitter son zénith, enbrille dans un ciel maintenant sans nuage aucun. Entendre parler des souffrances de Notre-Seigneur, de son crucifiement, de sa mort, de sa mise au tombeau—ce sont les sujets des dernières stations de notre chemin de croix—à une pareille hauteur, et devant ce panorama incomparable, franchement, c'est émouvant au plus haut point ! Quand se font, après que le prédicateur a parlé de la grande leçon de souffrance et d'amour qui se dégage de tout cela, les prières pour la paix du monde et pour la consolation de nos familles tant éprouvées par la guerre, bien des larmes cou-

lent des yeux des quatre milles pèlerins qui sont là. Pour les sécher, pieusement, on va baiser la relique de la vraie Croix que fait vénérer M. le curé Tranche-montagne.

A trois heures et demie nous étions de retour au séminaire, notre pèlerinage était fini, la fête du calvaire était passée. En vérité ce bon M. Picquet et ses confrères de Saint-Sulpice, qui ont installé ce chemin de

croix original, en bâtissant leurs sept chapelles de pierre, il y a cent-quarante ans, dans la montagne d'Oka, ont été richement et heureusement inspirés. Car cela fait du bien à l'âme, beaucoup de bien, de monter au calvaire d'Oka en pèlerin, le 14 septembre par un beau temps...

ELIE-J. AUCLAIR.

La Semaine religieuse de Montréal.

Au 30 septembre.

ROME

—La Chine aurait décidé, sous la pression de la France, de ne point recevoir de nonce papal tant que durera la guerre. Les explications données dans l'*Osservatore Romano* paraissent pourtant assez claires. Au reste, l'événement doit fortifier, du côté de la France, la conviction déjà acquise et avouée qu'on a tout perdu à rompre avec le Vatican les relations diplomatiques. Prions pour que se dissipe, et bientôt, le reste de respect humain qui retient la France officielle loin de la place laissée par elle vacante à Rome et qui la font empêcher que d'autres viennent y reprendre la leur.

—Le Vatican n'a reçu que mercredi 25 septembre la note de l'Autriche touchant l'offre de négociations de paix. Ce retard de plus de dix jours dans la transmission du document austro-hongrois est dû à la fermeture de la frontière austro-italienne.

QUEBEC

—Les autorités se disent enfin prêtes à voir à ce que la loi Scott, en vigueur ici depuis le 1er mai, soit appliquée...

—Pendant que nos armées volent de victoires en victoires et qu'il se produit du côté de l'ennemi de sérieuses défections, une grande campagne s'organise dans notre ville et dans tout le pays en faveur de l'Emprunt de la Victoire de 1918. On veut obtenir un million de souscriptions. Le nombre des souscripteurs au dernier emprunt fut de 820,000, c'est-à-dire vingt fois le nombre des souscripteurs à l'emprunt précédent et plus de trente-deux fois celui des souscripteurs au premier emprunt. Autre fait intéressant: plus de la moitié du dernier emprunt a été couvert par de petits montants. Cette œuvre des emprunts de guerre nationaux se recommande d'elle-même aux bourgeois patriotes.

—Visite du colonel Requin, aide-de-camp du grand maréchal Foch, et de madame Requin. Les distingués visiteurs sont l'objet de chaleureuses réceptions.

—Le gouvernement fédéral à son tour souscrit mille piastres, pour aider à l'érection du Monument

LES FAITS DE LA SEMAINE

Hébert, ajoutant ainsi à l'hommage national rendu au premier colon et cultivateur canadien.

—Visite de Son Excellence le Duc de Devonshire, gouverneur général

du Canada. S. E. occupe ses appartements à la Citadelle.

—Notre corps de police municipale s'organise en union, affiliée à l'Internationale...

CANADA

—Mort du R. P. Joseph Baron, O. M. I., à la Pointe-Bleue. Le Père Baron, ancien desservant à Saint-Sauveur de Québec, de 1885 à 1891, était né en France, au diocèse de Gap, le 14 avril 1839. Il entra chez les Oblats en 1864 et fut ordonné à la prêtrise en 1868. Il vint tout de suite au Canada, où il exerça successivement son ministère à Hull, puis à Maniwaki (après être allé à Plattsburgh), à Montréal à Québec et à la Pointe-Bleue.

—Belle Convention des Cercles Catholiques des Voyageurs de Commerce à la Villa Saint-Martin, près Montréal, centre des retraites fermées au Canada français. On étudie par quels moyens le voyageur de commerce pourrait le mieux servir la cause religieuse et la cause nationale. Il y a quatre Cercles catholiques des Voyageurs de Commerce dans la province de Québec: ce sont ceux de Montréal, de Québec, de Sainte-Marie de Beauce et de Saint-Hyacinthe. On a compris très bien que le voyageur de commerce, outre l'apostolat de l'exemple, est en mesure d'en exercer un autre, aussi très important, celui de la parole.

—Il est fortement question d'envoyer en Europe, et notamment en France, une mission canadienne-française, pour expliquer l'attitude des Canadiens-Français dans cette guerre, et pour préparer aussi nos relations d'après-guerre. Le gouvernement provincial étudie le projet.

—Des mesures opportunes sont prises par le gouvernement fédéral contre les *Industrial Workers of the World*, les *Socialistes Démocrates Russes*, le *Groupe Social Ukrainien*, la *Société Sociale-Révolutionnaire Russe* et la *Ligue nationale chinoise*, propagateurs de déloyauté et de sédition. Interdiction de toute réu-

nion tenue en langue ennemie, ainsi qu'en langue russe, finlandaise ou ukrainienne. Les journaux en langue ennemie ne peuvent paraître qu'avec l'autorisation du secrétaire d'Etat.

On fait bien de se tenir en garde contre le bolchévisme, dont l'Allemagne a voulu jouer sans vergogne contre l'ordre et les autorités constituées dans les pays alliés.

—La lutte contre l'ouverture des cinématographes le dimanche se continue à Sherbrooke. Un propriétaire de théâtre de vues est déféré en cour et mis à l'amende. Le cinéma a déjà trop de la semaine pour faire son œuvre mauvaise, sans par-dessus le marché profaner le dimanche !

—Sir Wilfrid Laurier se déclare, dans un grand discours à Montréal, à une réunion convoquée par les employés de chemins de fer, pour la lutte jusqu'au bout contre l'Allemagne et recommande, dans ce dessein, la concorde entre le capital et le travail.

—M. Jean Coté, ingénieur civil et député de Grouard à la Législature d'Edmonton, succède à M. Gariépy, démissionnaire, comme secrétaire provincial dans le cabinet Stewart.

—Notre presse est en face d'une crise du papier, dont le coût augmente dans des proportions considérables. Les prix sont fixés à près de \$4 le 100 livres et à \$69 la tonne, par une ordonnance qui est seulement pour jusqu'au 1er décembre, avec effet rétroactif à compter du 1er juillet. Le Commissaire M. Pringle invite les éditeurs de journaux à étudier par quels moyens économiser le précieux papier.

—Et vive "le pain de guerre des Alliés" ! La Commission des Vivres décide qu'il faudra 20 p. c. de substituts dans la farine de blé.

—Mort de M. Etienne Blanchard, ancien député libéral de Verchères à la Législature de Québec.

—La Chambre de Commerce de Montréal a pris à cœur la cause du système métrique pour les poids et les mesures. Elle en demande l'adoption graduelle à Ottawa.

—Election par acclamation de M. Joseph A. Calder, libéral, au siège vacant d'Oxford-Nord à la Législature ontarienne.

—Le *Telegram*, de Winnipeg, change de propriétaires. Il est acheté par MM. Davidson et Smith, gros marchands de grain connus par tout le Canada.

ETATS-UNIS

—S. E. le Cardinal Farley a d'imposantes funérailles, à la cathédrale Saint-Patrice, à New-York le 24. On remarque dans le cortège LL. EE. les Cardinaux Bégin, Gibbons et O'Connell, plus de quarante évêques et des centaines de prêtre, le gouverneur Whitman et quantité d'autres personnages officiels, parmi lesquels des représentants des nations alliées. Message de Sa Sainteté Benoît XV, offrant ses condoléances et invitant les catholiques à offrir leurs suffra-

ges pour l'auguste défunt. De son côté, le président Wilson transmet dans une lettre le témoignage de sa profonde sympathie et du vif regret de toute la nation américaine.

—Mort de Mgr John Ireland, archevêque de Saint-Paul. Mgr Ireland était né à Kilkenny, en Irlande, en 1838. Il vint à Saint-Paul, avec ses parents, en 1852. Il fit son éducation en France, chez les Pères Maristes. Revenu à Saint-Paul, quand éclata la guerre civile, il fut ordonné prêtre et nommé aumônier du 5e régiment des volontaires du Minnesota. Il fut un apôtre de la tempérance. Nommé évêque en 1875, il fut créé archevêque en 1886.

—Mort de Mgr Charles Warren Currier, premier évêque de Matanzas, Cuba, retiré à Washington. Mgr Currier était né à Saint-Thomas, dans les Antilles, le 22 mars 1857. Il termina ses études en Hollande et fut ordonné prêtre en 1880. Il exerça son apostolat dans la Guyane hollandaise, dans les Antilles et l'Amérique du Sud. Il fut nommé évêque de Matanzas en 1913.

—Important discours du président Wilson, à New-York, devant les organisateurs du quatrième emprunt de la Liberté. M. Wilson adhère à l'idée d'une ligue des nations comme instrument de paix. Il déclare que l'Allemagne n'en pourra faire partie qu'à la condition de donner des garanties de sincérité. Il précise que la ligue devra offrir une justice impartiale et égale pour tous les peuples, grands ou petits. Il se prononce contre les alliances particulières. Il retient le boycottage économique comme "moyen de discipline et de contrôle". Il est pour la publicité des accords et des traités internationaux...

—Les directeurs de la Chambre de Commerce de Chicago adoptent une résolution en vertu de laquelle, chaque jour, à midi, au son de la cloche, tous ceux qui relèvent de leur service doivent suspendre toute opération et consacrer une minute à prier, en silence, pour la victoire des Alliés et la prompt conclusion de la guerre.

—Nouvelle marque d'amitié franco-américaine: M. Jusserand, ambassadeur français aux Etats-Unis, présente au Sénat de Washington, au nom de son gouvernement, deux vases magnifiques, en hommage de gratitude pour la cordiale réception faite au maréchal Joffre et au premier ministre Viviani, par les Etats-Unis, l'année dernière.

—Tous les sujets britanniques habitant les Etats-Unis devront s'enrôler à partir du 12 octobre. Le traité passé avec la Grande-Bretagne atteint les sujets anglais âgés de 20 à 44 ans. Les conscrits seront versés dans l'armée anglaise.

ANGLETERRE

—M. Samuel Gompers a une audience particulière chez le Roi, après quoi Sa Majesté reçoit tous les membres de la mission ouvrière américaine.

—Une Union anglo-belge est formée pour le développement des relations amicales qui existent entre le peuple britannique et l'héroïque peuple belge.

—Grosse grève, maintenant à peu près réglée, des chemins de fer au Pays de Galles, affectant 30,000 à 40,000 hommes.

Autre grève, celle-là aux chantiers maritimes de la Clyde, les ouvriers demandent salaire minimum de 5 livres par semaine (près de \$25)...

FRANCE

—La France officielle, représentée par le premier ministre M. Clémenceau, le ministre des affaires étrangères M. Stéphane Pichon et par M. André Tardieu, commissaire franco-américain, reçoit avec honneur M. Gompers, en qui elle voit *"l'interprète de la pensée et de la détermination des Etats-Unis à détruire le militarisme prussien et à rétablir le règne international de la paix, de la justice et du droit."*

—Mort de M. Joseph Thierry, ambassadeur français en Espagne et ministre des Finances dans l'ancien cabinet Ribot.

CHEZ NOS ENNEMIS

—Le gros fait du jour, c'est la conclusion de l'armistice demandé par la Bulgarie.

Se voyant envahie à son tour par les Alliés vainqueurs, commandés au front de Macédoine par le général Franchet d'Esperey, et lasse de la guerre, la Bulgarie fait défection. Le premier ministre Malinoff, avec l'appui du Parlement de Sofia, fait demander quartier. De la part du général Todoroff, commandant de l'armée bulgare, un officier de haut grade a demandé à Franchet d'Esperey en personne un armistice de 48 heures, en attendant l'arrivée des délégués bulgares. Craignant une ruse, le général allié n'a pas consenti, bien qu'il ait promis de recevoir avec courtoisie les parlementaires. Ceux-ci sont arrivés samedi à Salonique. Ce sont le général Joukoff, commandant de la deuxième armée bulgare, M. Liaptcheff, ministre des Finances, et M. Radoff, ancien ministre. Les chefs ministériels au Parlement bulgare ont publié la note officielle suivante :

"Conformément aux ordres des chefs du bloc ministériel, à 5 heures, mercredi après-midi, le gouvernement a fait une proposition officielle de suspension d'armes à l'adversaire. Les chefs du bloc sont d'accord sur le fait que l'armée et le peuple doivent maintenir la discipline militaire et publique, qui est nécessaire à une heureuse issue à cette époque décisive pour l'œuvre de paix récemment entreprise."

"Le parlement a été convoqué pour le 30 septembre."

Les Alliés ont imposé les conditions suivantes à la Bulgarie, qui les a acceptées : démobilisation générale de l'armée bulgare en Bulgarie; reddition de toutes les forces bulgares au dehors du territoire bulgare; rupture complète des relations avec l'Allemagne,

l'Autriche et la Turquie; entrée libre des forces alliées en territoire bulgare. Il est bien entendu que rien de définitif ne sera conclu au sujet des divisions de territoire dans les Balkans d'ici à la conférence de la paix. A ces conditions les hostilités prennent fin entre l'Entente et la Bulgarie.

C'est un gros coup pour nos ennemis, et notamment la Turquie, qui se voit isolée, et l'Autriche, menacée maintenant à sa frontière du sud. En Allemagne aussi, l'impression est des plus vives, nonobstant la tentative de von Hintze pour rassurer le Comité principal du Reichstag. Il y a donc là, pour nos armes, une grosse victoire, à ajouter à nos magnifiques et incessants succès militaires.

—Quant au rejet de l'offre de négociations autrichienne, le baron Burian déclare à Théodore Wolff, correspondant du *Berliner Tageblatt*, qu'il s'y attendait, et annonce : *"Nous prendrons une autre mesure prochainement, en plein accord avec nos alliés."*

De son côté, von Hintze laisse entendre maintenant, devant le Comité principal du Reichstag, que l'offre autrichienne était aussi une offre allemande, et déclare que l'Allemagne est toujours prête à traiter et qu'elle maintient *"cet appel en faveur de la paix"*. Les social-démocrates, tour à tour conciliants et bellicieux, reviennent à la fameuse résolution de paix adoptée par le Reichstag en 1917. Ils sont pour l'entrée de l'Allemagne dans une ligue des nations, le désarmement général, des parlements démocratiques dans les territoires occupés, l'autonomie de l'Alsace-Lorraine et le suffrage universel, égal, direct et secret pour tous les Etats fédérés de l'Allemagne.

—Toujours devant le Comité principal du Reichstag, le général von Wisberg avoue les défaites allemandes, tandis que Foch, optimiste mais laconique, déclare aux journalistes : *"Nous avons dépassé le sommet de la côte et nous descendons la pente."*

—Le vice-chancelier von Payer ne veut pas démentir, cependant—attendons la fin !—des traités de Bucarest et de Brest-Litovsk, et promet d'unir en un seul Etat la Courlande, la Livonie et l'Esthonie russes.

—Le chancelier von Hertling voudrait bien que les civils tiennent et s'efforce, pour cela, de pallier la situation militaire. Il répète qu'il y avait lieu de craindre que l'ennemi n'envahît la Belgique", ce qui est un mensonge, jeté à bas par Mathias Erzberger en personne, dans un livre qui paraîtra sous peu : *La Ligue des nations—Pour arriver à la paix*, où le chef centriste trace son plan de société internationale d'après-guerre. Mais le chancelier désappointe ses auditeurs. Une dépêche parle encore de sa démission.

—Le vice-amiral Edler von Mann succède à von Capelle, ministre de la Marine démissionnaire.

—Dame Rumeur voudrait aussi que le général von Stein, ministre de la Guerre, eût démissionné, ainsi que von Helfferich, l'ambassadeur allemand en Russie.

—Emeutes de la faim à Salzbourg. Sac des principaux hôtels et pillage des provisions. La baïonnette doit intervenir.

RUSSIE

—MM. Polivanoff, ancienne ministre de la Guerre sous le czar, et Verchowski, titulaire du même portefeuille dans l'ancien cabinet Kerensky, sont signalés parmi les plus récentes victimes de la terreur bolchéviste. Dans toutes les provinces russes où Lénine porte "*sa guerre entre les classes*", a lieu, d'après les journaux officiels de Moscou, une moyenne de quarante à cinquante exécutions par jour. A Pyazan, par exemple, tous les contre-révolutionnaires, parmi lesquels des paysans riches, sont exécutés. Les anciens officiers sont assassinés pendant la nuit dans les caves. On obtient de nouveaux détails sur la façon dont la populace a été excitée contre les sujets alliés. On rapporte que de nombreux Français et Américains ont été assassinés. Le consul général allemand à Moscou se serait même plaint au gouvernement des soviets qu'un grand nombre de sujets allemands et de protégés de l'Allemagne sont arrêtés en Russie, sans raison apparente.

Las et impuissants devant la vague de terreur, les membres de la Douma et du Conseil impérial à Kief font appel à l'opinion publique et aux gouvernements européens, demandant qu'un terme soit mis au régime bolchéviste du fer et du sang. Le Conseil ukrainien proteste également à la face du monde contre l'arrestation et l'exécution des sujets ukrainiens en Russie.

Pendant ce temps, on ne sait trop ce qui arrive aux sujets et aux consuls alliés. Les consuls-généraux anglais et français à Moscou seraient détenus dans leurs maisons.

Et l'on se demande qui aura la force de se mesurer avec le chaos russe et de restaurer, avec l'ordre, la paix intérieure !

La conférence panmoscovite tenue à Oufa, dans la Russie d'Europe, et qui a été reconnue par les gouvernements provisoires opposés aux bolchéviks, y compris le gouvernement sibérien, a constitué un comité de cinq hommes, autorité légale pour toute la Russie. Ce comité sera responsable à l'Assemblée constituante de toute la Russie qui s'assemblera le premier janvier, pourvu que 250 membres soient présents.

A la conférence d'Oufa, il y avait tous les membres de l'Assemblée constituante qui se sont réunis à Samara, excepté ceux qui appartiennent au groupe des bolchéviks et au parti social-révolutionnaire de la gauche. Etaient aussi présents des délégués du gouvernement sibérien de l'Union de la liberté du peuple, du groupe de la Renaissance et des partis social-révolutionnaire et social-démocrate.

Le comité de cinq hommes constitué en autorité souveraine se compose de M. Tchaikowsky, du gouvernement du Nord, d'Arkhangel; de M. Vologodsky,

chef du gouvernement de la Sibérie-occidentale; de M. Astorf, ancien maire de Moscou et membre du parti constitutionnel démocrate; le lieutenant-général Bol-direff, l'un des principaux experts militaires de Russie, et de M. Avksentieff.

D'autre part, on apprend que le colonel Boris Androvitch Duroff a été nommé gouverneur-général de la région du nord, succédant au gouvernement de Tchaikovsky. Le nouveau gouverneur général est l'auteur du gouvernement central formé à Samara, à la tête duquel se trouvent le général Alexieff, ancien chef des armées russes, M. Avskenlieff, ministre de l'Agriculture sous Kerensky, et M. Setepanoff.

Le gouvernement Tchaikovsky décida de démissionner quand il apprit la formation d'un gouvernement central, alléguant que la région du nord, étant restreinte, pouvait être mieux administrée par un gouverneur général. "Nous avons nommé le colonel Duroff et nous avons mandé la nouvelle à Samara, a dit Tchaikovsky. Nous avons l'approbation des Alliés."

—Le fameux Horvath continue toujours à faire bande à part. On rapporte que le gouvernement de Sibérie a envoyé un ultimatum à ses troupes, leur disant de se disperser ou de joindre les forces du général Semenoff, chef anti-bolchévik dans le Trans-Baïkal.

—La Lettonie, l'une des provinces arrachées à la Russie en vertu du traité de Brest-Litovsk, adresse une protestation formelle à toutes les nations du monde contre le sort qui lui est échu.

—L'imposition d'un roitelet allemand à la Pologne ne se fait pas toute seule. Le prince Frédéric-Charles de Hesse, beau-frère du kaiser, à qui avait été promise cette couronne, n'a plus d'autre perspective que celle d'une régence de 5 ans. Il n'est pas bien ardent à accepter cela.

AILLEURS

—Un diplomate sud-américain, le docteur Lucien Robert Jérôme, représentant du Royaume-Uni à l'Equateur, demande d'être relevé de ses fonctions, pour entrer à l'Ara Coeli, chez les Franciscains. Il est âgé de 48 ans et à été vingt-sept ans dans la diplomatie, carrière qu'il a commencée à Nice, en 1890.

—Les sénateurs Nilo Pecanka et Osma Pardo signent un traité d'arbitrage au nom du Brésil et du Pérou respectivement.

—Le Brésil déclare l'état de guerre avec l'Autriche, rappelle son ministre à Vienne, renvoie le ministre autrichien à Rio-de-Janeiro et... veut présenter une médaille d'or au maréchal Foch, comme hommage du peuple brésilien au grand général français. C'est ainsi que le nom de la France héroïque, qui lutte dans cette guerre à la tête de la civilisation, rayonne, glorieux, par le monde entier !

—Han Shih Ching, le nouveau président chinois qui entrera en fonction le 10 octobre, expose comme suit son programme :

1o Consolidation des deux factions opposées par des moyens pacifiques.

2o Prompte adoption d'une constitution permanente sur des bases absolument républicaines;

3o Fin de tous les désordres dans le pays ;

4o Réduction des dépenses militaires. Réorganisation de l'armée sans difficulté entre le nord et le sud, pour ainsi débarrasser le pays des pesantes responsabilités qu'il porte ;

5o Préconisation du bien-être économique au sein du peuple ;

6o Développement du commerce chinois avec

l'aide de l'Amérique, de l'Angleterre et le Japon.

—Le marquis Kinmochi Saionji, ancien président du parti constitutionnel, a reçu l'ordre de former un nouveau cabinet, en remplacement de celui de M. Teranchi.

—Les troupes allemandes auraient commencé à évacuer la Roumanie, où, par ailleurs, est grande l'effervescence populaire. La défection bulgare doit donner du cœur aux Roumains patriotes !

—Autre conséquence des victoires alliées: la Serbie ressuscite ! Monastir et Prilep deviendront le siège du gouvernement serbe.



UNE SEMAINE DE GUERRE



LA lumière nous vient de l'Orient. C'est aussi de ce côté que nous vient la victoire.

Dans l'opinion de tous ceux qui se donnent la tâche de relater les mouvements militaires de la grande guerre, il n'en est pas un qui n'ait insisté sur l'assurance que la décision ultime aurait lieu sur le front occidental. En principe, ce sera probablement le résultat final, mais pourtant c'est de Palestine et de Maccédoine que sont partis les deux fulgurants éclairs qui ont fait voir à l'Allemagne le "Mane, Thecel, Phares" que son orgueil l'a empêché de réaliser jusqu'ici.

Ils ont de même montré à la Bulgarie où sont la raison et le bon sens et en même temps donné à la Turquie la leçon qu'elle ne peut maintenant ni dédaigner ni ignorer.

Les Bulgares ont demandé le 26 un armistice qui a été conclu le 30.

Il est vrai que c'est de la concordance parfaite des plans du maréchal Foch que résulte le succès de la marche de nos armées depuis la mi-juillet, mais on ne s'attendait nullement, au début de notre offensive dans l'ouest, que l'armée de Salonique, depuis si longtemps immobilisée, romprait le premier anneau de la chaîne satanique forgée par l'Allemagne pour la destruction des nations de l'Entente.

Ce n'est pas non plus du côté occidental, surtout depuis que la chance a tourné, que nos ennemis espéraient le triomphe. Tout au plus comptaient-ils tenir suffisamment longtemps pour occuper encore une partie du nord de la France et de la Belgique lorsque les belligérants se réuniraient pour discuter les termes de la paix.

Forts de cette assurance, certains que les demandes des alliés se borneraient à l'évacuation du territoire envahi et à la protection des frontières franco-belges et anglaises, ils croyaient, par leur propre force et par celle de leurs alliés, rester en possession du "corridor" dont ils pensaient s'être assuré l'usage, à travers la région balkanique.

Par la Hongrie alliée, la Serbie rayée de la carte, la Roumanie dépouillée, la Bulgarie asservie et la Turquie passée au rang de vassale, le kaiser voyait son rêve d'hégémonie orientale prendre corps et devenir fait accompli.

Le chemin de fer Berlin-Bagdad le conduisait au golfe Persique d'où il menaçait l'Inde. Quel avenir ? grands dieux !

Pour atteindre ce beau résultat, on pouvait bien reconnaître l'indépendance de la Belgique, accorder l'autonomie à l'Alsace-Lorraine, abandonner même certaines colonies que l'on reprendrait plus tard. On aurait enfin ce "Mittel Europa" si ardemment souhaité. Et dans ces vastes et riches contrées, le commerce allemand aurait ses coudées franches; la kultur teutonne se développerait et s'infiltrerait à l'aise sans lutte possible.

Et voilà que par un simple acte de bon sens et de saine politique, imposé par le danger et par la réalisation d'une lacune capitale dans les moyens de résistance à l'invasion teutonne, tout cet échafaudage, érigé avec tant de soins et de peine, depuis près de cinquante ans, chancelle et va s'écrouler.

C'est seulement au cours de la quatrième année du conflit, que les alliés de l'Entente ont compris la nécessité d'une direction unique et immédiatement ils en ont la preuve absolue.

Depuis le choix du généralissime français, la concordance des efforts alliés nous a conduits, lentement d'abord, puis au pas de course, à des succès toujours grandissants. Jamais l'optimisme le plus convaincu n'aurait osé formuler l'espoir des événements désastreux pour nos adversaires, mais glorieux pour nous, qui marquent chaque jour notre poussée triomphale.

La ligne de Hindenburg n'est plus qu'une mémoire. Nous avons pris pried dans Cambrai, Saint-Quentin est entre nos mains, Rawlinson et Debenev, au centre, débordent la Somme par le nord et par le sud. En Champagne, Gouraud à l'ouest, et Pershing à l'est

de la forêt d'Argonne, houspillent et pourchassent l'ennemi.

L'irrésistible Mangin, par un travail incessant, ouvre chaque jour plus grande la porte du Chemin des Dames et de Laon.

"Quelqu'importance" dit Gustave Hervé "qu'ait la grande bataille qui va nous valoir la délivrance de Cambrai, de Douai, de Lens et bientôt de Lille, elle a moins de valeur pour l'ensemble du front allié, que la bataille que livre Mangin sur les plateaux du Soissonnais."

"Qu'éant n'était qu'une charnière entre deux morceaux de la ligne Hindenburg. Le massif de Coucy et de St-Gobain, avec la position de Laon en arrière, est la charnière des deux parties du front allemand en France, de la partie qui va du nord au sud, de Dunkerque à Soissons, et de celle qui va de l'ouest à l'est, de Soissons à Nancy et à Belfort."

La prise de Saint-Quentin ouvre plus grande la barrière qui arrêta notre effort pour la délivrance de la France septentrionale. Aucun des départements français n'est à présent entièrement occupé par nos adversaires. Cinq combats simultanés sont livrés victorieusement par nos troupes. Chaque bataille est mathématiquement organisée et poussée avec une valeur sans égale. Toutes ont le même but : l'épuisement de l'adversaire. L'ennemi se bat bien, mais il recule constamment. Bientôt toutes ses lignes de retraite, qu'elles s'appellent Hindenburg, Wotan ou Siegfried, sont percées et refoulées. Il s'en va graduellement vers une défense plus raccourcie, et partant moins coûteuse. Ce sera probablement demain une ligne Anvers, Bruxelles, Mezières et Metz.

En sommes-nous à une phase décisive de la guerre? La victoire définitive serait-elle en vue?

Les commentateurs les plus autorisés considèrent les journées du 29 et du 30 comme le commencement de la fin. Les Belges sont près de Roulers, qui est à 13 milles au nord est d'Ypres; les britanniques marchent sur la Lys et prendront Lille en flanc. La ligne Hindenburg est fracassée à Cambrai et Saint-Quentin. Le Catelet, pilier central du système de tranchées ennemi, à mi-chemin entre Cambrai et Saint-Quentin, est pris en flanc. Mangin complète la prise du Chemin des Dames. Gouraud est à Challerange, en route vers Vouziers, la clef des communications latérales de l'ennemi par chemin de fer.

Au nord de l'Argonne, l'avance des français, coude à coude avec les américains, inquiète tellement l'ennemi, qu'il envoie précipitamment des réserves, et lance des contre-attaques avec la plus grande énergie; on peut s'attendre qu'il oppose une résistance désespérée, pour protéger son repli éventuel et défendre le bassin de Briey et la trouée de Stenay (près Montmédy), route d'importance vitale pour lui, s'il ne peut se maintenir dans ses positions actuelles au nord, le long de la Meuse.

En Belgique, l'avance des troupes du roi Albert et du maréchal Haig a été considérable; à tel point que les bases sous-marines de l'Allemagne sont menacées d'être isolées. Les canons alliés commandent les plaines qui se trouvent au-delà. Menin et Roulers, où se trouvent deux embranchements de voie ferrée, qui servent à l'approvisionnement ennemi, sont virtuellement aux mains des français et des belges. Au cours de cette semaine la petite armée belge a fait de véritables prodiges: Armentières est menacée après Dixmude et Roulers prises de haute force; puis viendra Lille.

L'Allemand resserré dans l'étau que lui fabrique le maréchal Foch, va être forcé de remonter vers le nord et de retourner chez lui par la Belgique laissant cette nation si éprouvée se remettre de son long mais glorieux martyre.

A l'intérieur, les affaires teutonnes s'embrouillent considérablement. Le chancelier Von Hertling, son vice-chancelier Von Payer et le ministre des affaires étrangères, Von Hintze, ont offert leurs démissions. Il sera difficile de leur trouver des successeurs. Déjà au Reichstag, le bloc gouvernemental s'effrite et se disloque. Le Centre, dont était Von Hertling, bavarois et catholique, demande des réformes. Les socialistes commençant à ouvrir les yeux, posent d'énormes et dangereux points d'interrogation. Les pan-germans sont aux abois; Guillaume a mis de côté sa morgue et son insolence et supplie son peuple de rester ferme devant le danger. Il a encouragé le bolchevisme en Russie; la diffusion des mêmes idées dans son pays, jointe au découragement causé par la défaite, pourrait bien le mettre un jour dans la position de Nicolas.

Attendons-nous à de nouvelles propositions de paix. Toutefois, l'Allemagne n'est plus en état d'imposer sa volonté au monde. La défection inattendue de la Bulgarie a surpris dans leur sécurité les empires du centre qui, se croyant à l'abri du côté de l'est, ont en toute confiance, dégarni leurs fronts de ce côté, pour faire face à l'Entente en occident. L'aile droite de l'armée de Salonique, composée des troupes grecques et britanniques, s'est admirablement conduite dans la région du lac Doiran, mais les conditions géographiques n'ont pas permis une avance très rapide.

C'est le long de la Vardar, au nord et à l'est de Monastir que les troupes franco-serbes ont avancé avec la vitesse de l'éclair. A travers un pays montagneux, bien protégé et mal fourni de bonnes routes, l'armée serbe reconstituée et les français, ont franchi tous les obstacles, prenant sur leur route, Prilep, Veles, Ishtif. Lundi la cavalerie française est entrée dans Ouskoub, importante jonction de chemin de fer.

L'ensemble des opérations n'a pas pris plus de 15 jours. Le 15 septembre les Serbes commençaient leur marche. Le 26 les Bulgares déposaient les armes et demandaient l'armistice.

La Bulgarie paraît s'être rendue sans conditions. Le général Franchet d'Esperey, commandant en chef,

mettant de côté toute question diplomatique et toute discussion de territoire a posé comme ultimatum :

l'évacuation des territoires grec et serbe;
l'abandon aux alliés de la surveillance du Danube;
la remise des armes et munitions aux alliés;
l'occupation militaire de la Bulgarie par les alliés, troupes françaises, anglaises et italiennes. Un regard jeté sur la carte indique bien clairement le coup mortel porté aux projets allemands.

Les alliés prennent pied sur la mer Noire, obtiennent passage sur le Danube et isolent la Turquie de ses alliés. Les Roumains, qui n'ont accepté le traité de Bucarest que la rage au cœur, n'attendent que l'instant propice pour reprendre leur place à côté de l'Entente. La Serbie sera reconstituée, la Grèce reprendra ses positions en Macédoine, et l'Autriche-Hongrie devra se préparer à une invasion possible par la plaine hongroise. Toute la population hétérogène du double

empire, occupant les contrées voisines de la région balkanique, vont faire revivre l'agitation séparatiste, qui couve, depuis si longtemps, dans la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, la Bohême et la Croatie.

Bref, la capitulation de la Bulgarie est pleine de mauvais présages pour l'Allemagne et ses alliés.

La campagne en Palestine se continue avec le même merveilleux succès. Les troupes britanniques ont pris Damas. La cavalerie française est aux portes de Beyrouth, sur la Méditerranée.

Les armées turques sont pratiquement détruites.

Les dernières dépêches comportent la continuation des succès de l'Entente en Sibérie, mais les renseignements sont plutôt maigres, l'intérêt se portant principalement pour l'instant, sur la Bulgarie et la campagne en France.

Le 2 octobre 1918.

A. GOBEIL.



Echos et Commentaires



Déclaration du sénateur Lewis

Au dîner qui lui a été donné à Paris le 17 août dernier, et qui comptait un certain nombre de personnalités alliées, le sénateur James Hamilton Lewis, de l'Illinois, a fait la déclaration suivante :

«Lorsque le président, d'accord avec votre nation, a placé les soldats américains en Europe sous un commandement unique et a accepté comme leur général, votre maréchal Foch, c'était afin d'exprimer la confiance que les Etats-Unis ont dans la France. C'était afin de donner une preuve que l'Amérique n'hésitera jamais à faire tout ce qui est susceptible de hâter la victoire.

«Le président et l'Amérique désirent, par cet acte, prouver à la France que toute coopération pouvant servir au succès de la France serait acceptée avec joie en Amérique, où chacun est convaincu qu'une victoire de la France sera la victoire pour la liberté du monde entier.

«Depuis que je suis ici, on m'a souvent demandé si l'Amérique demeurerait dans le conflit, même si apparaissaient des perspectives de paix ne répondant pas aux objectifs indiqués par l'Amérique et pour lesquels elle est entrée dans la guerre.

«La France doit savoir, et le monde doit comprendre que l'Amérique n'est pas entrée dans la guerre d'une façon bâtive et sans avoir mesuré jusqu'où elle entend aller pour établir les principes en faveur desquels elle a donné ses richesses et offert la vie de ses fils.

«La France doit maintenant comprendre que

l'Amérique continuera cette lutte pour la justice et la liberté des nations sans la moindre pensée d'une paix de compromis qui laisserait la Prusse armée, libre d'assaillir à nouveau les nations: qu'elle est entrée dans la lutte pour empêcher l'Allemagne de détruire la France et la Grande-Bretagne en détruisant la liberté et en plongeant dans la consternation les peuples libres. La France, ainsi que le monde, ne doivent jamais douter que l'objectif de l'Amérique continuera à être: Tous les sacrifices pour la liberté. Aucun compromis avec le despotisme.

Notre vie est un enfer

Les chefs socialistes russes en Suède ont lancé un appel aux socialistes du monde entier, qui est le plus cruel réquisitoire qui ait été dressé contre le régime bolchéviste.

Le manifeste commence par déclarer qu'en fait de réalisation du socialisme, les bolcheviki ont provoqué «une famine universelle» et jeté la Russie, après l'avoir désarmée, «en pâture à l'impérialisme triomphant des Allemands.»

Par la bouche des délégués des fabriques et des usines, l'avant-garde du prolétariat russe fait cette peinture horrifiante de la terreur sous laquelle gémit actuellement le peuple :

«Notre vie est un enfer. Nos enfants meurent de faim. Et les affamés reçoivent du plomb au lieu de pain, et tous ceux qui se plaignent à haute voix sont déclarés ennemis du peuple. La libre parole est étouf-

fée. Nous ne pouvons exprimer notre volonté et nos aspirations ni verbalement ni par écrit. Nos organisations sont persécutées. Les grèves sont défendues. Il n'y a aucune justice tant soit peu régulière et il n'y a aucun droit. Nous sommes gouvernés par des gens qui règnent en autocrates, dans lesquels nous ne pouvons avoir aucune confiance, qui n'ont ni foi, ni loi, ni honneur, qui sont animés seulement d'une terrible soif de pouvoir et qui, pour garder ce pouvoir, nous ont trahis et nous ont vendus."

Les signataires de l'appel observent avec raison que, dans la presse socialiste de l'étranger, toutes les protestations contre les bolcheviki sont traitées d'"histoires de brigands" et mises sur le compte de la "contre-révolution".

Que vont répondre les socialistes?

Carnet de la langue française

On s'y prend de toutes façons pour maltraiter notre pauvre langue.

Quand ce sont les nôtres qui en abandonnent l'usage pour recourir à un idiome étranger et en faire la langue de la famille, nous protestons de toutes nos forces, bien que ce soit, en général, sans succès. Il n'y a rien à faire avec les renégats.

Mais voici bien une autre attaque aussi sournoise et partant dangereuse parce qu'on n'en voit bien ni la raison ni l'avantage pour qui que ce soit.

Elle consiste, de la part des autres nationalités, à emprunter chez nous des mots pour lesquels leur langue ne contient pas d'équivalents. On en torture la signification véritable et on en dénature l'orthographe usuelle.

En voici quelques exemples.

Ceux qui lisent les journaux anglais de ce temps, ont souvent rencontré, même dans les plus importants et les mieux rédigés, le mot "morale". Nous lisons tous les jours la phrase suivante : "*The morale of the german army*"... On ne sait pas évidemment que c'est "moral" que l'on devrait écrire. Il n'y a qu'à consulter le dictionnaire pour s'assurer de la différence dans la signification de ces deux mots. Voici ce qu'il dit :

"**MORALE**": Ensemble des règles qui doivent diriger l'activité de l'homme. Le sentiment du juste et de l'injuste, du bien et du mal. etc.

"**MORAL**": Fermeté à supporter les périls, les fatigues, les difficultés. Ex. Remonter le moral d'une armée.

Nous prenons la liberté d'attirer l'attention de nos confrères anglais sur ce point. Ils ne doivent pas contribuer à introduire dans leur langue un mot qu'ils nous empruntent pour en faire un non-sens. Qu'ils écrivent donc "moral" au lieu de "morale". Ils n'y perdront rien.

Voyez comme l'exemple peut être pernicieux.

On a pu lire récemment dans un journal français du soir qui n'est pas publié rue de la Fabrique ni rue Ste-Anne, et en premier Québec, s. v. p., la phrase suivante:

Nous avons brisé le "morale" de l'adversaire.

Voici une autre erreur aussi incompréhensible. L'on sait que dans les cartes territoriales de la France les ingénieurs inscrivent un numéro pour noter les différences de niveau des points indiqués. C'est ce qu'ils appellent une, "cote". Nous avons aussi le mot "côte" avec l'accent circonflexe sur l'o, qui veut dire, comme chacun sait, le penchant d'une colline. Or, au début de la guerre, les correspondants des journaux anglais et américains ne trouvant pas d'équivalent pour "cote" y ont bravement substitué le mot "côte", qu'ils ont naturellement traduit par "hill" et avec la fureur d'imitation qui nous distingue, nos journaux français du Canada ont à leur tour traduit "hill" par "côte" et l'usage de cette fausse traduction a maintenant droit de cité chez nous.

On est en train de suivre le même procédé pour le mot "hut" dont on se sert pour indiquer les abris que construisent en France, pour nos soldats, les Chevaliers de Colomb. Nos journaux traduisent le mot anglais "hut" qui veut dire "baraques pour les militaires" par le mot français "hutte" qui n'a pas la même signification et qui d'après le dictionnaire veut dire: "petite cabane faite de bois, de terre ou de paille". Ex. la hutte d'un sauvage.

Cela nous remet en mémoire une traduction aussi fantaisiste faite il y a quelques années et qui subsisterait encore à l'occasion.

Un journal anglais annonçait un spectacle de féerie tiré de notre conte de "Cendrillon". Le journaliste devait avoir lu quelque part que cette fillette avait été gratifiée par une bonne fée d'une pantoufle faite d'une fourrure appelée "vair". Cela sonnait tellement comme "verre" que le reporter mit bravement en tête de sa note : "*Cinderella and the glass slipper*". Mais ce qui fut mieux encore c'est que le lendemain un journal imprimé en français, ayant à rendre compte du spectacle, traduisit littéralement et nota le grand succès de "*Cendrillon et sa pantoufle de verre*".

Il serait à propos que nos confrères anglais fissent de temps à autre, une incursion dans notre dictionnaire quand ils veulent faire des emprunts à notre langue.

PIERRE LEFRANC.

REMIS

L'abondance des matières d'actualité nous fait remettre au prochain numéro une nouvelle de Jean Lander, un comte de Louis Hémon annoncés dans le sommaire, et d'autres articles.



Avis—Loi du Service Militaire, 1917

Aux hommes exemptés comme cultivateurs

En vue de l'importance de laisser un nombre suffisant d'hommes sur les fermes qui contribuent actuellement à l'approvisionnement national des vivres, l'avis suivant est donné par les présentes :

1. LES HOMMES DE LA CLASSE A, PORTEURS, COMME CULTIVATEURS, d'une exemption qui touche à sa fin, ET QUI DÉSIRENT RESTER EXEMPTÉS, doivent COMMUNIQUER AVEC LES REGISTRAIRES légalement nommés pour leurs districts respectifs, et LEUR DEMANDER LA PROLONGATION de leur exemption. Des questionnaires leur seront transmis par le Registraire, et l'exemption additionnelle leur sera accordée sur preuve satisfaisante d'une contribution effective à l'approvisionnement national des vivres.

2. Pour aider à la production durant l'hiver, LES HOMMES AINSI EXEMPTÉS DOIVENT OBTENIR DES REGISTRAIRES UN PERMIS DE S'ENGAGER, POUR LA DURÉE DE L'HIVER, DANS QUELQU'OCUPATION D'INTÉRÊT NATIONAL, COMME LE TRAVAIL DANS LES FORÊTS, DANS LES MUNITIONS, ETC. L'obtention de ces permis autorisera l'exercice de ces occupations utiles durant la saison d'interruption du travail des champs.

BUREAU DU SERVICE MILITAIRE.



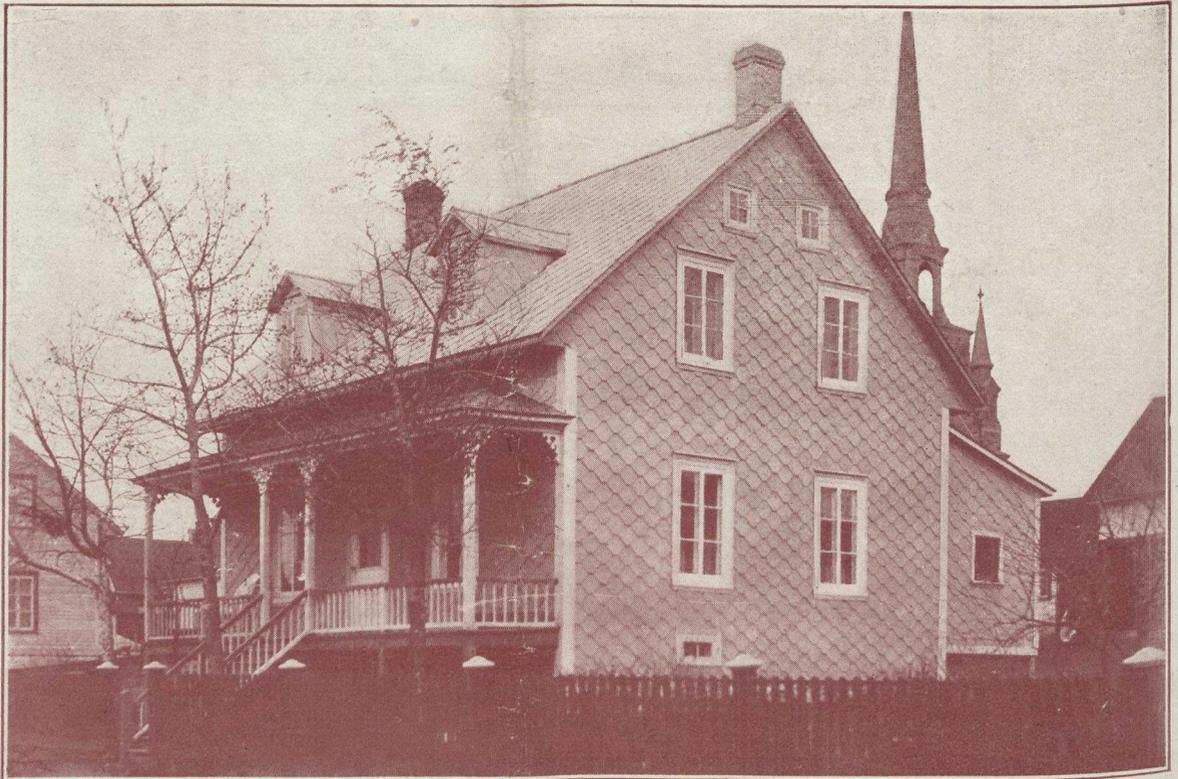
Avis—Loi du Service Militaire, 1917

Enregistrement des Citoyens des États-Unis

Les citoyens mâles des États-Unis, vivant au Canada, des AGES 21-30, tous deux compris, DOIVENT S'ENREGISTRER PAR LETTRE RECOMMANDÉE, chez le Registraire militaire légalement nommé pour le district où ils vivent, dans les DIX JOURS IMMÉDIATEMENT SUIVANT LE 28 SEPTEMBRE 1918; et les autres CITOYENS DES AGES 19, 20 ET 31-44, inclusivement, doivent s'enregistrer dans les DIX JOURS QUI SUIVRONT LE 12 OCTOBRE 1918. Il est à noter que SONT COMPRIS TOUS LES SUJETS AMÉRICAINS DES AGES PRÉCITÉS, VIVANT AU CANADA, MARIÉS OU CÉLIBATAIRES, et que SONT AUSSI COMPRIS CEUX QUI ONT OBTENU LEUR EXEMPTION À TITRE DIPLOMATIQUE ou QUI SE SONT ENREGISTRÉS CHEZ UN CONSUL AMÉRICAIN, ou QUI SE SONT ENREGISTRÉS POUR SERVICE MILITAIRE AUX ÉTATS-UNIS.

Ces lettres d'enregistrement peuvent être remises aux Maîtres de postes locaux pour transmission au Registraire à qui elles sont destinées, sous l'autorité de la Loi du Service Militaire.

BUREAU DU SERVICE MILITAIRE.



Pourquoi vous devez employer nos Bardeaux d'Amiante

PARCE qu'ils constituent un placement d'une nature permanente.

PARCE qu'ils sont entièrement à l'épreuve du feu, de la gelée et des autres éléments.

PARCE qu'ils coûtent meilleur marché que la tôle, qu'ils ne nécessitent pas de réparation, qu'ils n'ont jamais besoin de peinture.

PARCE qu'ils s'améliorent en vieillissant.

PARCE qu'ils sont INDESTRUCTIBLES



Avant de faire le choix d'une couverture, demandez nos Catalogues et nos Echantillons.

**La Cie Manufacturière
d'Amiante**

78, rue St-Pierre,

Québec.